

SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 21 JUIN 1927

Rapport de la Commission de la Justice chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

(Voir le n° 238 (session de 1925-1926) du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN. président, ASOU, DE CLERCQ, DE LEY, DE PIERPONT, SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DU BOST, LEBON, MAGNETTE, MEYERS, PAULSEN, PIRARD, TSCHOFFEN, VAN FLETEREN, VAUTHIER et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis par le Gouvernement aux délibérations du Sénat comprend dix séries de dispositions, se rapportant respectivement :

- 1° A la composition du siège des diverses juridictions (page 1);
- 2° Au règlement du service des tribunaux, des Cours et des greffes (p. 10);
- 3° A la compétence et au ressort en matière civile et commerciale (page 15);
- 4° A la rétractation des ordonnances sur requête (page 22);
- 5° Aux expertises (page 23);
- 6° A la procédure en cassation (p. 25);
- 7° A la procédure devant la Chambre du conseil en matière répressive et la Chambre des mises en accusation (p. 25);
- 8° A la compétence des tribunaux de police (page 26);
- 9° A l'institution d'une procédure sommaire devant les tribunaux de police (page 28);
- 10° A des mesures transitoires.

La seule énumération de ces divers titres indique la diversité des matières

auxquelles le projet de loi se réfère et l'importance des propositions sur lesquelles la Haute Assemblée est appelée à délibérer.

Il convient nécessairement de suivre, pour leur examen, l'ordre dans lequel elles sont présentées.

I

Dispositions relatives à la composition du siège des diverses juridictions.

A. — JUSTICES DE PAIX.

L'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1869 était conçu comme suit :

« Il y a un juge de paix et deux suppléants dans chaque canton judiciaire limité dans sa circonscription actuelle.

» Toutefois, le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu; ce juge n'a droit, de ce chef, qu'aux émoluments. »

Le projet, pour les motifs indiqués page 3, col. 2, et page 4, col. 1, alinéa 1,

modifie le second paragraphe comme suit :

« Lorsque les besoins du service le permettent, le Roi peut charger un juge de paix de desservir la justice de paix d'un canton contigu si le siège en est vacant ou si le titulaire est momentanément empêché. Dans ce dernier cas, la réunion des deux cantons cesse avec l'empêchement qu'il a provoqué. Le juge, chargé du service d'un second canton a droit, de ce chef, au traitement attribué à la classe à laquelle appartiendrait un canton formé des deux cantons réunis. »

Votre Commission, à l'unanimité de ses membres, a approuvé la modification proposée.

Mais, ne conviendrait-il pas de compléter à un autre point de vue l'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1869?

L'agglomération bruxelloise compte douze justices de paix, savoir : les quatre cantons de la ville de Bruxelles, deux à Ixelles, deux à Schaerbeek, celles de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode, d'Uccle. Les justices de paix de chacune de ces localités ont leur siège dans la commune dont ils portent le nom. Ne serait-il pas utile de prévoir que le Roi aurait la faculté de les réunir, en tout ou en partie, dans les locaux qui servent aux autres services judiciaires? Pour les magistrats et les membres du barreau la mesure serait hautement désirable; elle a, d'ailleurs, fait l'objet d'un vœu de la part des avocats de Bruxelles (voir *Journal des Tribunaux*, année 1927, col. 127), et M. le Bâtonnier de l'Ordre, M^e Hennebicq, a adressé à la Commission une demande tendant à obtenir que ce vœu fût réalisé à l'occasion du vote du projet de loi en discussion. Les justiciables, aussi, auraient plus de facilité à se rendre au palais de justice central, plutôt qu'aux locaux actuels, disséminés et éloignés les uns des autres, des justices de paix.

Dans d'autres agglomérations, à Anvers, à Gand, à Liège et ailleurs encore

peut-être, une mesure analogue pourrait être efficacement prise. Le Gouvernement aurait, dans chaque cas, à en apprécier l'opportunité et serait nécessairement tenu de s'entourer, au préalable, de l'avis des autorités judiciaires et administratives que la chose concerne. L'entente avec les communes intéressées est d'autant plus indispensables qu'aux termes de l'article 131, 8^o, de la loi communale, le loyer ou l'entretien des locaux servant aux audiences de la justice de paix et au greffe du tribunal de police sont aux frais de la commune chef-lieu du canton; le déplacement du siège de la justice de paix ne pourra donc avoir lieu sans accord préalable avec l'autorité communale du chef-lieu; c'est une garantie absolue que le déplacement du siège du chef-lieu du canton au chef-lieu d'arrondissement ne s'effectuera que si l'intérêt de tous le commande.

Votre Commission, favorable au principe de la mesure, a l'honneur de proposer au Sénat le texte suivant :

« Le Roi peut, aussi, lorsque l'agglomération du chef-lieu d'arrondissement judiciaire comprend plusieurs justices de paix et de l'avis des autorités judiciaires et administratives intéressées, transférer au palais de justice du chef-lieu une ou plusieurs des juridictions cantonales de l'agglomération ».

B. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ET DE COMMERCE.

ART. 2.

§ 1^{er}. — *Tribunaux de première instance jugeant en matière civile.*

L'article 28 de la loi du 18 juin 1869 porte : « Les tribunaux de première instance ne peuvent rendre jugement qu'au nombre fixe de trois juges, y compris le président. »

La loi du 25 octobre 1919 avait modifié cette disposition légale en créant,

temporairement, tant en matière civile qu'en matière commerciale, des chambres à juge unique.

Défendue par les uns, vivement critiquée par d'autres, l'institution du juge unique reste discutée; le rapport du Comité de législation constate le fait et en tient compte dans l'organisation qu'il a soumise au Gouvernement et que celui-ci a admise.

A l'avenir, la chambre à trois juges restera la règle; mais, si les parties le demandent, toute affaire les concernant, à moins qu'il ne s'agisse de l'appel d'un jugement de justice de paix, sera renvoyée devant un juge unique.

Pour ces appels, il se comprend que trois juges, et non pas un seul magistrat, aient mission de connaître des décisions rendues par le juge cantonal. Comme le signale le rapport (p. 5, col. 1 et 2), l'expérience faite en matière de loyers a démontré que la décision du juge d'appel s'impose davantage quand elle émane d'un collège de trois magistrats. C'est l'évidence même.

D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 2 énumère toute une série de procès qui seront toujours soumis à un seul juge. Ils le seront sans aucun inconvénient; ils encombreraient inutilement les rôles des chambres à trois juges; un seul magistrat y statuera sans que personne songe à s'en plaindre.

La Commission estime heureuse la solution apportée par le projet à la grave question de la composition des chambres des tribunaux civils. Elle ne compromet aucun intérêt; mais les sauvegarde tous. Pendant une série d'années, l'organisation proposée sera efficacement expérimentée; l'avenir dira, comme le rapport du Comité permanent le mentionne (p. 3, col. 2), si le juge unique aura conquis ou non la faveur des justiciables, les plus intéressés en la matière.

Deux observations trouvent ici leur place.

Le rapport du Comité permanent explique (p. 5, col. 1) qu'en employant

au paragraphe 2 les mots « sont distribuées », le projet a pour but d'éviter que la contestation sur la distribution devienne un déclinatoire de compétence » et il ajoute que « les difficultés sur la distribution seront réglées par le président, conformément au décret du 30 mars 1803 ».

Le rapport s'en réfère vraisemblablement ici à l'article 61 du décret, qui porte : « Les affaires autres que celles exceptées par les articles précédents, seront, chaque jour d'audience, distribuées par le président entre les chambres sur le rôle général, de la manière qu'il trouvera le plus convenable pour l'ordre du service et l'accélération des affaires. »

La portée du paragraphe 2 de l'article 2 serait donc que la distribution des affaires aux chambres d'un juge, statuant seul, se ferait par le président de la manière qu'il trouverait la plus convenable pour l'ordre du service, sans que ses décisions soient susceptibles d'un recours quelconque.

La deuxième observation est relative au droit des parties de solliciter le renvoi à un juge, statuant seul, des causes soumises aux chambres à trois juges.

Le rapport explique (p. 5, col. 2, al. 2) qu'« à partir du moment où un tiers est présent au procès, soit à la faveur d'une intervention, d'un appel en garantie ou de l'intentement d'une action connexe, l'accord devient caduc si le tiers ne s'y rallie pas ».

L'on sait qu'une intervention peut se produire sous deux formes. Ou bien, c'est un tiers qui, par sa volonté, intervient dans un procès engagé entre d'autres personnes; l'intervention est, dans ce cas, volontaire ou active; ou bien, l'un des plaideurs assigne un tiers en intervention et, dans ce cas, l'intervention est forcée ou passive. A quelle de ces interventions l'article 2 se réfère-t-il?

La Commission est d'avis que le texte s'applique à l'un et à l'autre cas, donc, à toute intervention et à quelque moment qu'elle se produise.

Une importante question reste à ré-

soudre. Faut-il maintenir auprès des chambres civiles des tribunaux de première instance le ministère public ?

L'article 2 du projet répond affirmativement à cette demande.

Divers membres ont critiqué la mesure, alléguant que la dépense devant en résulter n'est pas compensée par les avantages que la présence d'un membre du parquet procure à la solution des procès.

Il fut répondu : que l'avis du Ministère public constitue une garantie indiscutable d'un examen sérieux des procès et qu'à ce titre, déjà, son maintien s'impose ; que, dans nombre d'affaires, notamment dans celles intéressant l'état des citoyens, les mineurs et les incapables, le ministère public est souvent partie en cause ; qu'il importe donc qu'un représentant du parquet soit attaché aux chambres civiles du tribunal ; enfin, qu'à raison de l'extension considérable de la compétence des juges de paix, prévue par le projet, seuls, des procès importants seraient dorénavant soumis aux tribunaux de première instance.

D'autres membres é mirent l'avis que le ministère public était, tout au moins, indispensable auprès des chambres à juge unique, estimant qu'il importe d'assurer aux justiciables, dans les cas où la législation ordonne la communication des affaires au Procureur du Roi, un double examen de la cause.

Au vote, la suppression des mots « avec l'assistance du ministère public », insérés au premier paragraphe de l'article 2 (chambre à trois juges), fut rejetée par 7 voix contre 7 ; la suppression des mêmes mots au paragraphe 2 du même article (chambre à un juge), fut rejetée par 9 voix contre 5.

Les paragraphes 1 à 3 de l'article 2 furent adoptés sans autres observations.

§ 2. — *Tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.*

Ici encore, le projet consacre avec

raison le principe traditionnel de la chambre à trois juges (§ 1^{er} de l'article). Mais, les exceptions, admises par le projet, sont d'importance.

En vertu du paragraphe 4 de l'article seront renvoyées à un juge statuant seul : 1^o toute les causes que le Procureur du Roi estime assez simples pour ne pas devoir être soumises au juge d'instruction ; 2^o les affaires que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation renverront, à raison de leur peu de complication, au juge unique ; enfin, 3^o les attributions de la chambre du conseil continueront, comme sous le régime transitoire actuel, à être dévolues à un juge statuant seul.

Même, dans le premier cas, si le prévenu désire être jugé par une chambre de trois juges, il sera admis à en aviser le parquet, qui déférera à sa demande ou renverra l'affaire en instruction pour faire décider par la chambre du conseil si l'affaire doit, effectivement, être jugée par la chambre de trois juges. (Rapport, p. 7, col. 2, al. 1^{er}).

Ces règles, dont le rapport du Comité permanent du Conseil de législation indique l'origine et expose les motifs (voir pp. 6 et 7), ont été adoptées à l'unanimité par votre Commission, qui les considère comme de nature à assurer la prompt expédition des affaires, tout en offrant aux intéressés toutes garanties d'une bonne justice.

ART. 3.

L'article 127 du Code d'instruction criminelle ordonne au juge d'instruction de rendre compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue et prescrit que ce compte sera rendu à la Chambre du conseil, composée de trois juges au moins, y compris le juge d'instruction.

L'article 3, pour mettre cette disposition en harmonie avec le principe formulé à l'article 2, dernier alinéa, ordonne que le compte sera rendu à la Chambre du conseil, telle qu'elle est reconstituée ; cette disposition se justifie d'elle-même.

La communication préalable au procureur du Roi est maintenue.

ART. 4.

Cet article prescrit pour la désignation des magistrats appelés à siéger, seuls, des garanties qui ont rencontré l'adhésion unanime de la Commission.

ART. 5.

L'observation présentée ci-dessus sous l'article 2, quant à la signification du mot intervention, s'applique au présent article, qui n'a pas soulevé d'objections.

ART. 6.

La disposition se justifie d'elle-même.

ART. 7 et 8.

Ces articles relatifs à la juridiction commerciale consacrent les principes admis plus haut pour la juridiction en matière civile et n'ont donné lieu à aucune observation.

ART. 9.

Les articles 163 à 165 de la loi du 18 juin 1869 indiquent les formalités à remplir lorsque des magistrats, qui ont jugé une cause, se trouvent dans l'impossibilité de signer les jugements ou arrêts qu'ils ont rendus.

L'article 9 paragraphe 1^{er} étend au cas du juge de première instance siégeant seul, les formalités que l'article 165 prévoit, lorsque le juge de paix ou le juge de police sont dans l'impossibilité de signer la minute des décisions rendues.

Le paragraphe 2 de l'article concerne l'impossibilité de signer de la part du greffier.

ART. 10 et 11.

Ces dispositions qui prévoient le remplacement momentané de magistrats empêchés ou la délégation à l'instruction d'un juge titulaire n'ont pas soulevé de critiques.

ART. 12.

L'article 201 de la loi du 18 juin 1869 porte : « Lorsque le premier président d'une Cour ou le président d'un tribunal est dans le cas d'être suppléé pour des fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il est remplacé par le plus ancien des présidents ou vice-présidents et, à leur défaut, par le plus ancien des conseillers ou juges. »

Le projet, tout en maintenant cette règle, prévoit qu'il peut y être dérogé, si les besoins du service l'exigent ou en cas de vacance du siège. Par l'article 12, il confère au premier président de la Cour d'appel du ressort le pouvoir de désigner le suppléant du président d'un tribunal parmi les vice-présidents et même parmi les juges du tribunal.

Des membres de la Commission se sont demandé si cette innovation est heureuse, s'il ne vaut pas mieux suivre, en la matière, la règle de l'ancienneté consacrée par la loi de 1869. Cette règle est respectée pour la présidence des audiences; elle est fondée en raison. La suppléance éventuelle du président rentre dans les attributions virtuelles de chaque juge et il n'est pas admissible que le titulaire d'une fonction judiciaire soit inapte à en exercer toutes les charges. Les juges peuvent, aussi, être tous appelés à juger seuls. Le jugement des litiges au fond requerrait-il des aptitudes moindres que le jugement au provisoire dont le projet veut confier le soin à un magistrat spécialement désigné ? Il est à remarquer qu'il ne s'agit pas de confier au juge à choisir par le premier président une juridiction spéciale, comme celle attribuée au juge des enfants ou aux juges d'instruction ; la mission que le projet prévoit est celle que tout juge doit, de par ses fonctions, être à même d'accomplir. Enfin, n'exposera-t-on pas le magistrat le plus ancien à un discrédit immérité en lui préférant pour une charge lui revenant normalement un collègue plus jeune ?

Le rapport invoque l'exemple de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1920, qui

laisse aux chefs des parquets le soin de désigner, en cas d'empêchement de leur part, leur remplaçant. Il semble, néanmoins, qu'une assimilation entre les services du parquet et ceux du tribunal soit, à cet égard, difficile. Le chef du parquet se réserve, généralement, une partie de la besogne, qui diffère complètement de nature d'avec celles normalement attribuées aux avocats généraux, institués pour le service des audiences, ou aux substituts créés pour les services des assises ou pour des missions à accomplir par ordre de leur chef. Au tribunal, au contraire, les magistrats ont une mission parallèle et sont indépendants l'un de l'autre.

A l'unanimité de ses membres, la Commission propose au Sénat le rejet de l'article 12.

C. — COURS D'APPEL.

ART. 13 à 18.

Ces articles n'ont soulevé aucune critique. La réforme, consacrée par la loi provisoire du 25 octobre 1919, successivement prorogée le 30 juillet 1921, le 7 août 1924, et le 21 août 1925, et qui, en son article unique, n° X, ordonne que les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président, a, comme le constate le rapport (p. 8, col. 2, al. 1), définitivement triomphé. En matière de milice, comme en matière fiscale, correctionnelle et civile, le système a fait ses preuves et ne rencontre plus d'opposition.

Une remarque, toutefois.

Le rapport (p. 9, col. 2, al. 2) semble admettre que des chambres des Cours d'appel seront encore présidées par des conseillers n'ayant pas le titre de président. La Commission estime que, si des chambres à constituer temporairement, comme, par exemple, lorsqu'il s'agit de composer, exceptionnellement, une chambre correctionnelle flamande, peuvent être présidées par un conseiller,

il convient que toutes les chambres des Cours d'appel soient présidées par un magistrat ayant le titre de président.

D. — COUR DE CASSATION.

ART. 19.

Cet article propose l'abrogation du premier alinéa de l'article 134 de la loi du 18 juin 1869, ainsi conçu : « Chaque chambre de la Cour de cassation est composée de huit conseillers, y compris le président ».

Cette abrogation est une conséquence de la disposition de l'article 20 et doit être votée par le Sénat si l'article 20 est admis.

ART. 20.

L'article 133 de la loi du 18 juin 1869 porte : « Les arrêts ne peuvent être rendus qu'au nombre fixe de sept conseillers y compris le président. »

Le projet, en son article 20, change dans le texte le mot sept en cinq, et le rapport, pour justifier la modification, porte que : « si la réduction de cinq à trois du nombre des membres du siège nécessaire pour rendre arrêt en appel est définitivement consacrée, il semble logique de réduire de sept à cinq le nombre des membres du siège nécessaire pour rendre arrêt en cassation ».

Cette raison n'a pas semblé pertinente à la Commission dont divers membres ont émis l'avis que la grande autorité, due aux arrêts de la Cour suprême, ne dérive pas seulement de la haute valeur des magistrats qui la composent, mais, aussi, de la circonstance que ces décisions sont rendues, après mûr examen, par un grand nombre d'entre eux. Les décisions de la Cour inspireront-elles encore le même respect lorsque chaque chambre ne comportera plus que cinq conseillers ?

Ces honorables membres en doutent.

La majorité de la Commission, partageant, toutefois, l'opinion exprimée dans

le rapport que le nombre de cinq magistrats maintenus au siège sera suffisant pour assurer aux arrêts de la Cour leur indispensable autorité, a voté la réduction proposée de sept à cinq conseillers par chambre, réduction que le projet de loi portant réduction du personnel de la Cour rend, au surplus, inévitable.

ART. 21.

Cette disposition du projet n'appelle pas de commentaires.

E. — ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

ART. 22 et 23.

Ces articles, qui règlent la matière des poursuites en matière disciplinaire, trouvent leur justification pages 10 et 11 du rapport.

La Commission a unanimement ratifié les modifications qu'ils apportent aux lois existantes, notamment, en ce qui concerne la suppression de la publicité dans le jugement des affaires disciplinaires à charge des avocats et des notaires et la composition des assemblées appelées à statuer sur les poursuites.

II

Dispositions relatives au règlement du service des tribunaux, des cours et des greffes.

A. — TRIBUNAUX ET COURS.

ART. 24 à 30 et 34.

L'article 2 de la loi du 18 juin 1869 est conçu comme suit : « Le siège et le ressort des justices de paix sont déterminés par le tableau joint à la présente loi ».

L'article 24 du projet n'a aucun rapport avec cette disposition, dont le projet de loi sur la réduction du personnel judiciaire propose l'abrogation ; il prendra uniquement dans la loi de

1869, la place qu'y occupait l'article 2, si ce dernier article est abrogé par le pouvoir législatif.

Les articles 24 à 30 modifient, en réalité, l'article 209, paragraphe 2, de la loi d'organisation judiciaire, qui confère au Roi le droit de fixer, sur l'avis des cours d'appel, le nombre et la durée des audiences des diverses chambres des cours et des tribunaux de première instance, de commerce, de justice de paix et de police.

A l'avis des cours d'appel le projet, pour les motifs indiqués au rapport du Comité permanent, pages 12 et 13, substitue, selon les cas, ceux du président du tribunal de première instance, du procureur du Roi, du premier président de la cour d'appel et du procureur général.

Le principe nouveau que la Commission a adopté amène : l'abrogation proposée des articles 81 et 209 de la loi de 1869 ; le remplacement, dans cette loi, de l'article 16 par l'article 25 du projet qui concerne les tribunaux de première instance, de l'article 58 par l'article 26 qui concerne les tribunaux de commerce, de l'article 80 par l'article 27 du projet qui concerne les cours d'appel ; enfin, l'adjonction à l'article 132 d'un deuxième alinéa dont l'article 29 du projet donne le texte.

Quant à l'article 34, qui permet au Roi de régler l'ordre de service dans les cours et tribunaux, après avis des autorités indiquées à cet article, il est basé sur les raisons qui ont déterminé le Comité permanent et la Commission de la Justice à laisser à un arrêté royal le soin de fixer, pour les diverses juridictions, le nombre et la durée des audiences et, éventuellement, le nombre des chambres et les attributions de chacune d'elles. Son adoption entraîne l'abrogation de l'article 208 de la loi de 1869.

ART. 32.

Infiniment plus délicate est la disposition proposée par l'article 32 du projet.

L'article 20 de la loi de 1869 que

L'article 32 est appelé à compléter porte : « Il y a un juge d'instruction près chaque tribunal de première instance. Il sera établi deux ou plusieurs juges d'instruction près les tribunaux de première instance où le Roi le jugerait nécessaire, d'après les besoins du service ».

Lorsque plusieurs juges d'instruction sont attachés à un tribunal, la législation en vigueur ne s'explique pas sur le mode de distribution des affaires entre eux. Cette distribution se fait actuellement, — lisons-nous dans le rapport, page 13, alinéa 2. — suivant un tableau de service, une affaire étant de droit attribuée au juge qui est de service le jour où est signé le réquisitoire d'informer. Et le Comité permanent trouve à cette pratique plusieurs inconvénients qu'il résume comme suit : « Quand l'affaire n'est pas urgente, le parquet, en attendant, pour signer le réquisitoire, que tel juge soit de service, peut faire, en réalité, lui-même la distribution, ce qui ne doit pas être. Quand l'affaire est urgente, elle va obligatoirement au juge de service. Conséquence forcée : certains juges se voient attribuer des affaires que le parquet leur a réservées, en même temps que celles urgentes que le hasard des événements leur amène et sont surchargés. »

Pour obvier à ces inconvénients, le projet suggère de faire distribuer les affaires entre les juges d'instruction par le président du tribunal.

Divers membres ont combattu cette proposition, estimant que le président d'un tribunal comprenant plusieurs chambres est suffisamment occupé par les nombreuses charges lui incombant pour ne pas lui en imposer de nouvelles.

Si encore la mission que l'article 32 du projet veut confier au président était d'importance, on concevrait que l'on demandât au premier magistrat du siège d'y consacrer son attention et son temps. Mais, il s'agit uniquement de la distribution entre les juges d'instruction des affaires à instruire, distribution qui, pour la généralité des causes, se fera

machinalement en suivant le réquisitoire du parquet. Pourquoi ne pas s'en remettre, dès lors, au procureur du Roi de cette distribution ? Ne peut-on pas s'en fier à ce magistrat aussi bien qu'au président pour l'accomplissement d'une besogne administrative qui rentre, naturellement, dans les attributions du parquet ? Ce magistrat ne mérite-t-il pas autant de confiance que le président du tribunal pour le choix du juge à désigner dans chaque cas pour l'instruction ? Ces membres sont d'avis qu'il n'y a pas lieu à légiférer en la matière et qu'il convient de laisser les chefs de parquet agir au mieux pour le bien du service. Ceux-ci n'agissent, d'ailleurs, que sous la surveillance et le contrôle du parquet général, garanties sérieuses d'une bonne et utile direction.

Déterminée par ces considérations, la Commission, à l'unanimité des membres présents, propose au Sénat le rejet de l'article 32.

ART. 31.

Cette disposition, justifiée par le rapport page 13, colonnes 1 et 2, n'a pas soulevé de critiques au sein de la Commission.

ART. 33.

Cet article a été adopté sans observations.

ART. 35.

Le projet, par les motifs exposés dans le rapport, page 14, colonne 2, alinéas 1 et 2, maintient aux chambres civiles de la cour d'appel la connaissance de l'appel des ordonnances de référé; mais, prévoit que ces appels seraient utilement distribués à la même chambre, en vue d'éviter des divergences de jurisprudence à naître du jugement par diverses chambres de mêmes questions de droit.

La Commission s'est ralliée au projet du Comité permanent.

ART. 36 à 38.

Ces articles, qui organisent le service

pendant les vacances, ont été adoptés sans observations.

B. — GREFFES.

ART. 40.

La disposition se justifie d'elle-même.

ART. 41 et 42.

Ces dispositions qui visent deux cas spéciaux consacrent des améliorations incontestables à la législation existante; à l'unanimité des membres présents, la Commission les a adoptées.

III

Dispositions relatives à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale.

A. — JUSTICES DE PAIX. COMPÉTENCE ET RESSORT.

ART. 43.

L'article 43 consacre en son paragraphe 2 le principe de l'article 1^{er} de la loi du 11 février 1925, qui attribue compétence aux juges de paix pour toutes les affaires civiles dont la valeur n'excède pas 2,500 francs.

Dans son paragraphe 3, il fixe le taux du dernier ressort, en justice de paix, à la somme de 400 francs.

Votre Commission, déterminée par les considérations développées dans le rapport du Comité permanent du Conseil de législation, page 15, colonne 2 et 16, colonne 1, s'est ralliée à ces propositions.

ART. 44.

L'article 3 de la loi du 25 mars 1876 qui étend, pour certaines matières, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, la compétence des juges de paix, subordonne, toutefois, dans quel-

ques cas, leur droit de juger à la condition que le titre, la propriété, les droits de servitude ou la mitoyenneté du mur ne soient pas contestés — article 7 de la loi du 25 mars 1876 — et exige, dans d'autres cas, que les affaires soient de nature civile.

Les auteurs du projet, en vue d'éviter les nombreuses contestations que ces limitations devaient faire naître et ont suscitées quant à la compétence des juges de paix, sont d'avis de les supprimer.

D'une part, serait abrogé l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, ce qui permettrait aux tribunaux cantonaux de statuer sur les contestations que l'article 3 de la loi de 1876 prévoit, même quand le titre est contesté.

D'autre part, les juges de paix jugeraient certains litiges, ceux prévus au paragraphe 3 de l'article 44, même quand ils seraient de nature commerciale.

L'innovation est d'importance; car, pour n'être que des incidents des actions qui seraient soumises aux juges de paix, en vertu de l'article 3 de la loi de 1876, tel que le projet le modifie, les questions de validité du titre, de réalité et d'étendue des droits de propriété ou de servitude, d'existence d'une mitoyenneté, ne devraient pas moins être tranchées par eux comme si elles constituaient des actions principales.

Mais, comme restriction à l'extension des pouvoirs des magistrats cantonaux, le projet suggère l'idée de limiter leur compétence spéciale aux litiges dont la valeur n'excède pas 10,000 francs.

Au sein de la Commission, des membres ont critiqué cette restriction. L'un d'eux émit l'avis qu'il y avait lieu ou de supprimer la compétence spéciale des juges de paix, cause de multiples procès; ou, si on acceptait le principe du projet, de ne point faire un pas en arrière sur la loi de 1876 qui attribue juridiction en la matière à ces magistrats, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Votre Commission s'est unanimement rangée à cette dernière solution.

Elle a pensé que les questions incidentes, dont les procès visés à l'article 44 du projet seraient l'occasion, n'auront, dans la généralité des cas, qu'une importance relative ne nécessitant pas le renvoi du litige à une autre juridiction et que, dans l'hypothèse où la valeur des procès dépasserait 10,000 francs, l'appel réservé aux parties devant le tribunal civil composé de trois juges, serait une garantie suffisante d'une bonne administration de la justice. Ainsi que l'a écrit très justement le Comité permanent du Conseil de législation (Rapport, p. 40, col. 1, al. 2), « la garantie essentielle donnée aux plaideurs par l'institution du second degré de juridiction, c'est que leur affaire est examinée deux fois, et la seconde fois par un collège de juges. C'est une garantie supplémentaire assez accessoire que ce collège soit composé de magistrats anciens. Cette garantie doit être sacrifiée, sans regret, à la simplification de la procédure à résulter de la réunion des actions par l'extension de la reconvention ». Si cela est vrai quand il s'agit de reconvention, n'est-ce pas tout aussi vrai lorsqu'il s'agit d'examiner à l'occasion d'un des procès dont l'article 3 de la loi de 1876 attribuait compétence exclusive aux juges de paix, les questions que le projet propose de renvoyer au tribunal civil dans le cas où la valeur du litige dépasse 10,000 francs ?

Si le Sénat se ralliait à cette opinion, les mots « jusqu'à la valeur de 10,000 fr. » de l'article 44, paragraphe 2, devraient être supprimés et les nos 1^o et 2^o de l'article 3, dont le paragraphe 1^{er} disparaîtrait, deviendraient, dans le même article 44, les nos 8^o et 9^o de l'article 2.

Quant aux textes des différents numéros des articles 2 et 3 prérappelés, la Commission les a admis sans observations. La rédaction proposée, justifiée par les considérations développées pages 16, colonne 2, 17 et 18, colonne 1 du rapport du Comité permanent, constitue une incontestable amélioration des dispositions légales actuellement en vigueur.

ART. 45, 46 et 47.

Ces articles, conséquence de modifications précédemment justifiées, ont été adoptés sans observations.

ART. 47bis.

Si votre Commission a été unanime à féliciter le Gouvernement de l'initiative qu'il a prise en proposant de nombreuses et utiles modifications aux lois de la procédure, elle a estimé qu'il convient, toutefois, de compléter le projet par quelques dispositions dont l'adoption lui paraît urgente.

Parmi ces dispositions, la première est l'abrogation de l'article 15 du Code de procédure civile.

L'honorable M. Asou qui, au sein de la Commission, prit l'initiative de la proposition, la justifia en ces termes :

« L'article 15 du Code de procédure civile, réglant la procédure en justice de paix, déroge à la règle générale énoncée en l'article 397 du même code, et d'après laquelle toute instance est éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans.

» En justice de paix, aux termes dudit article 15, dans le cas où un interlocutoire a été ordonné, la cause doit être jugée définitivement, au plus tard, dans le délai de quatre mois du jour du jugement interlocutoire, et, après ce délai, l'instance est périmée de plein droit.

» Cette disposition a donné lieu à des critiques, à des contestations et à des controverses sans nombre. Elle s'inspire de cette pensée, énoncée par Dalloz (*verbo* Péremption n^o 362), que « la » nature de la juridiction des juges de » paix, le peu d'importance des intérêts » qui s'agitent devant elle, la simplicité » et la rapidité de ses formes, tout » appelle un prompt jugement. »

» Cela pouvait être vrai à l'époque où cette péremption de quatre mois apparaissait pour la première fois dans la loi des 18-26 octobre 1790, organisant les justices de paix.

» Mais, depuis les extensions successives données à la juridiction des juges de paix, surtout, depuis qu'ils ont été chargés de la matière si importante des accidents du travail, les considérations qui ont pu inspirer le législateur au XVIII^e siècle ont cessé de répondre à la réalité, et la disposition de l'article 15, loin de se justifier encore, est devenue une véritable nuisance.

» Fréquemment, en effet, et presque toujours, en matière d'accidents de travail, le juge de paix doit ordonner successivement une enquête, puis, une expertise. L'expertise médicale est souvent longue; l'expert doit mettre le sinistré en observation : il doit le revoir à diverses reprises, recourir à des expériences, procéder lui-même ou faire procéder par d'autres praticiens à des analyses, à des radiographies, etc., etc. Et les parties, les experts et le juge se trouvent emprisonnés dans ce délai fatal de quatre mois, qui court à partir du premier interlocutoire, et qui agit de plein droit, car, cette déchéance est d'ordre public. Elle fait ainsi, sans qu'il y ait aucune faute ni aucune négligence à reprocher à personne, tomber en pure perte l'instance, les enquêtes, les expertises et tout est à recommencer. C'est d'autant plus injuste que tout cela retombe sur le demandeur, qui, le plus souvent, n'en peut mais; il n'est donc pas étonnant que cette disposition soit critiquée tant par les justiciables que par les juges eux-mêmes.

» A diverses reprises, à la Chambre des Représentants où je siégeais alors, je me suis fait l'écho de ces critiques, engageant le Gouvernement à proposer l'abrogation de cette disposition.

» Reconnaisant le bien fondé de ces observations, tout au moins dans la matière des accidents du travail, M. Renkin, Ministre de la Justice, déposa le 19 novembre 1907 (Documents de la Chambre, session 1907-1908, n° 10), un projet de loi portant que les instances en réparation des dommages résultant des accidents du travail ne sont pas

soumises à la péremption de l'article 15 du Code de procédure civile.

» L'Exposé des motifs attestait la gravité des inconvénients signalés et l'impossibilité fréquente, pour les plaideurs et pour le juge, dans les affaires d'accidents de travail, de terminer le litige dans le délai de quatre mois. « Ainsi, ajoutait-il, toute la procédure » se trouve anéantie, il faut recommencer » l'instance sur nouveaux frais; la juris- » prudence est impuissante à corriger » la rigueur de cette règle, qui est » considérée comme d'ordre public. »

» Ce projet de loi a été renvoyé à une Commission spéciale, et l'on n'en a plus entendu parler, bien que, dans la séance de la Chambre des Représentants du 21 mars 1912, je l'aie rappelé avec insistance à M. le Ministre de la Justice, qui était alors M. Carton de Wiart.

» Il est à noter qu'à raison des inconvénients signalés ci-dessus, le législateur a déjà soustrait à la péremption de l'article 15 les instances en réparation des dégâts causés aux récoltes par les lapins. (Art. 7bis, alinéa 8, de la loi du 4 avril 1900.)

» J'estime que le moment est venu de faire disparaître de notre législation une disposition vieillie et nuisible, non seulement en matière de dégâts de lapins, comme le législateur l'a reconnu, non seulement en matière d'accidents du travail, comme le Ministre de la Justice l'avait admis, mais en toute matière.

» La compétence des juges de paix a été considérablement étendue; ils connaissent à présent de nombreux procès réservés autrefois aux tribunaux de première instance; il n'est plus vrai de parler « du peu d'intérêt et de la simplicité » des litiges dont ils sont saisis. Tous les jours ils ont à ordonner des mesures d'instruction, des enquêtes, des expertises. Il n'y a aucune raison de ne pas s'en tenir, pour eux comme pour les tribunaux de première instance, au délai ordinaire de péremption et à la règle énoncée par l'article 145 de la loi d'organisation judiciaire du

18 juin 1869 qui prescrit au juge de prononcer le jugement dans le mois de la clôture des débats.

» On peut assez compter sur le zèle de MM. les juges de paix et sur leur dévouement aux intérêts de leurs justiciables pour être certains qu'ils tiendront autant que les autres magistrats à terminer les litiges dès qu'ils seront en état de recevoir leur solution. »

A l'unanimité de ses membres, la Commission, se ralliant à ces considérations comme à celles développées par l'honorable M. Ignace Sinzot, à l'appui de la proposition qu'il déposa à la Chambre le 21 décembre 1926 (Doc. parl. n° 56), a l'honneur de proposer au Sénat d'adopter un article nouveau qui prendrait rang dans le projet sous le n° 47bis et qui serait conçu comme suit :

« L'article 15 du Code de procédure civile est abrogé. »

ART. 47ter.

Une deuxième proposition que la Commission soumet au Sénat, vise des modifications à l'article 9 du Code de procédure civile et à l'article 178 de la loi du 18 Juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Aux termes de l'article 9 précité, les parties appelées à comparaître devant le juge de paix sont tenues de se présenter devant lui « en personne ou par leurs fondés de pouvoir ».

L'article 3 de la loi du 11 février 1925 a complété cette disposition comme suit : « Ne sont admis à plaider comme fondés de pouvoir que les avocats ou les personnes agréées spécialement par le juge dans chaque cause ».

Avant la loi de 1869, toutes personnes étaient admises comme fondés de pouvoir pourvu qu'elles fussent munies d'un pouvoir spécial, soit authentique, soit sous seing privé, enregistré.

Cette loi interdit, en son article 117, aux parties de « charger de leur défense soit verbale, soit par écrit, même à titre

de consultation, les juges titulaires en activité de service, procureurs généraux, procureurs du Roi, leurs substituts, les greffiers et greffiers adjoints des cours et tribunaux de première instance et de commerce, les greffiers des justices de paix, même dans les tribunaux autres que ceux près desquels ils exercent leurs fonctions ».

Les juges suppléants ne sont pas atteints par cette disposition; l'article 178 de la loi déclare expressément : « Les dispositions des trois articles précédents ne sont pas applicables aux juges suppléants, lesquels, néanmoins, ne peuvent être huissiers ni receveurs des impôts. »

Et la loi du 11 février 1925 n'a rien changé à la situation.

D'une manière générale il n'est résulté de là aucun inconvénient. Mais, le droit pour les avocats, de représenter les parties devant la justice de paix à laquelle ils sont attachés comme juges suppléants et d'y plaider pour elles, a donné lieu dans certains cas à des abus sérieux qu'un avocat du barreau de Bruxelles, Me Vanweddigen, a exposés dans un rapport paru dans le *Journal des Tribunaux*, année 1926, n° 3033 (supplément) pages 37 et 38. Ainsi que le mentionne ce rapport. « l'avocat, juge de paix suppléant, peut se trouver et se trouve fatalement exposé à devoir juger des conflits auxquels sont mêlés des justiciables qui ont été ou ses clients ou ses adversaires...; il bénéficie d'avantages qui sont en opposition avec le principe absolu d'égalité qui doit régner entre les membre de barreau...; le prestige de la justice est atteint par le spectacle — que fournit l'audience — de ces avocats-juges interchangeableables, passant de la barre au siège et du siège à la barre... »

Ces inconvénients sont réels et votre Commission est d'avis qu'il y a lieu d'y porter remède. C'est d'autant plus nécessaire que la compétence des juges de paix est considérablement étendue par le projet du Gouvernement et que le

danger des inconvénients signalés se manifestera, dès lors, plus considérable.

Il convient, toutefois, de ne pas exagérer l'interdiction au point de nuire à l'institution incontestablement utile des juges suppléants. Dans nombre de cantons, les abus relevés dans l'arrondissement de Bruxelles ne se sont pas produits. S'il convient de défendre, en principe, aux juges suppléants, docteurs en droit, d'être fondés de pouvoirs des parties ou de plaider pour elles devant le tribunal de justice de paix auprès duquel ils exercent leurs fonctions, il y a lieu de permettre au Roi de lever cette défense lorsque l'intérêt de l'administration de la justice l'exige. Votre Commission vous propose en conséquence, d'ajouter à l'article 178 un deuxième alinéa qui serait conçu comme suit :

« Toutefois et sauf autorisation, toujours révocable, à accorder par le Roi, les juges suppléants des juges de paix, docteurs en droit, ne peuvent être fondés de pouvoirs des parties, ni plaider pour elles devant le tribunal de justice de paix auprès duquel ils exercent leurs fonctions. »

Nous venons de dire que les fondés de pouvoir en justice de paix sont tenus d'être nantis d'un pouvoir spécial soit authentique, soit sous seing privé enregistré. (Voir BELTJENS, Code de procédure civile, tome I, page 424, n° 2, al. 3.)

En général, les juges de paix n'exigent pas des avocats inscrits au tableau la preuve du mandat dont ils se disent investis quand ils comparaissent devant eux pour leurs clients. Ils croient l'avocat sur parole et ils ont raison. Mais, des exceptions existent et certains magistrats formalistes refusent audience à l'avocat non porteur de procuration. Il importe de mettre fin à ce procédé, aussi contraire aux intérêts des plaideurs qu'à la dignité de l'Ordre. Votre Commission vous propose à ces fins d'ajouter à l'article 9 du Code civil un troisième alinéa qui serait libellé dans les termes suivants :

« L'avocat, qui affirme être fondé de pouvoir, en est cru sur son affirmation. »

ART. 47^{quater}.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière contentieuse, l'appel des jugements rendus en première instance par les juges de paix doit être porté devant les tribunaux de première instance.

Le projet ne modifie pas cette disposition; mais, les juges de paix qui, sous le régime de la loi précitée (art. 2) connaissent des actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, auront à statuer à l'avenir, si les propositions du Gouvernement, acceptées par votre Commission, sont ratifiées par la Législature, sur les litiges civils, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 400 francs, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 2,500 francs (art. 43 du projet).

C'est le régime en vigueur depuis la loi du 11 février 1925.

Ajoutons que, pour les litiges prévus par l'article 44 du projet, l'appel sera de même porté devant les tribunaux de première instance, lorsque leur valeur dépasse 400 francs.

Or, devant les tribunaux de première instance, l'assistance des avoués est obligatoire (art. 61 et 75 du Code de procédure civile), et, depuis l'application du tarif du 27 mars 1924, les frais que cette assistance entraîne ont augmenté dans de sérieuses proportions.

Dans toute procédure d'appel devant le tribunal de première instance, contradictoire ou réputée telle, il est alloué, pour chaque avoué : 1^o, un droit fixe de 50 francs, réduit à 25 francs si l'objet de la demande n'excède pas 1,500 francs (art. 2); 2^o, un droit proportionnel de 2 p. c. sur le montant cumulé des dernières conclusions tant principales qu'incidentes et reconventionnelles (art. 5); 3^o, un droit de correspondance de 5 francs (art. 59), outre les déboursés.

Supposons un litige d'une valeur de 500 francs, les parties auront à payer pour l'assistance des deux avoués un minimum de 80 francs; si la valeur du litige atteint 2,500 francs, les frais s'élèveront, pour le moins, à 210 francs. Ajoutez-y les frais d'assignation et d'enregistrement des jugements et, dans bien des cas, le montant des frais atteindra la valeur du litige !

Cette dépense est-elle nécessaire à la bonne administration de la justice ?

La négative est certaine; l'expérience a été faite en matière de loyers. Les appels de jugements rendus par les tribunaux de justice de paix se sont élevés devant les tribunaux du pays à des milliers. Le ministère des avoués n'était pas requis et la grande majorité des procès a été jugée, sans leur assistance, sans qu'aucune difficulté ne se soit produite ni pour l'instruction des causes, ni pour leur jugement.

Votre Commission, désireuse de réduire dans la plus large mesure, surtout pour les litiges de peu d'importance, les frais de procédure et soucieuse de l'intérêt primordial des justiciables, vous propose d'admettre pour l'appel des jugements de justice de paix une règle analogue à celle consacrée, en dernier lieu, en matière de loyers, par l'article 34, alinéa 4 de la loi du 28 décembre 1926. En voici le texte :

« La disposition suivante formera le dernier alinéa de l'article 61 du Code de procédure civile :

» En cas d'appel des jugements des tribunaux de justice de paix, le ministère des avoués est facultatif; leurs emoluments n'entrent pas en taxe. L'assignation devant le tribunal d'appel doit être faite à date fixe, sous respect des délais indiqués aux articles 72 et suivants du présent code. »

B. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

Compétence. — Exception d'incompétence.

ART. 48 à 52.

A l'unanimité de ses membres, votre Commission s'est félicitée de la modifi-

cation radicale que le projet de loi apporte aux règles rigides de l'article 8 de la loi du 25 mars 1876.

Revenant au système de la Commission extra-parlementaire qui avait préparé la loi de 1876, le Gouvernement admet, pour la partie assignée devant le tribunal civil, alors que le litige aurait dû être porté devant une autre juridiction, la faculté de laisser au tribunal civil le soin de statuer sur le procès. Si l'assigné ne soulève pas, dès le début de l'instance, — *in limine litis* —, l'exception d'incompétence, il ne pourra plus l'opposer dans la suite et, ni le juge de première instance, ni le juge d'appel, ni la Cour de cassation, ne seront autorisés à la soulever d'office. (Voir le rapport du Comité permanent, pages 30 et 31).

Ainsi, les parties qui, pendant des années peut-être, auront plaidé leur cause tant en appel qu'en première instance, sans s'être doutées que le litige avait été porté devant un tribunal incompétent, ne seront plus exposées à voir annuler toute la procédure par la Cour de cassation, parce que la partie perdante ou la Cour suprême, d'office, auront découvert *in extremis*, cette exception d'incompétence.

Ainsi, encore, seront évités, si l'assigné consent à être jugé par le tribunal civil, de nombreux procès sur la compétence d'attribution, source de frais considérables et cause de perte d'un temps précieux.

Il reste nécessairement entendu que si la partie défenderesse, assignée, demande son renvoi et l'obtient du tribunal, le demandeur doit, en vertu du principe général formulé par l'article 130 du Code de procédure, être condamné aux frais de l'instance qu'il a indûment entamée.

Pour les motifs déduits dans le rapport du Comité permanent du Conseil de législation, pages 18 et 19, et dans l'annexe, pages 30-33, votre Commission propose au Sénat l'adoption, sans modifications, des dispositions précitées.

C. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ET DE COMMERCE.

Taux du dernier ressort.

ART. 53 à 57.

Le taux du dernier ressort, fixé par l'article 16 de la loi du 25 mars 1876, pour les tribunaux de première instance et de commerce et pour les ordonnances de référé, à 2,500 francs, est porté à 10.000 francs par l'article 53 du projet. Le rapport du Comité permanent constate que ce chiffre a été repris d'une proposition de notre honorable collègue M. Deswarte, qui la justifiait par la constatation de la modification de la valeur d'achat de notre monnaie. (Rapport du Comité permanent, pages 19, col. 1 et 15, col. 2 *in fine*.) Très justement, M. Thonissen écrivait dans son rapport sur la loi de 1876, pp. 304-305, que « s'il est de la sagesse du législateur de restreindre le nombre des procès, il est aussi de sa prudence de ne pas trop limiter la ressource de l'appel contre la fraude ou la mauvaise foi des parties et, quelquefois même, contre l'erreur en l'arbitraire des juges ». Comparé au taux de 2,500 francs d'avant-guerre, le chiffre de 10.000 francs pour le taux du dernier ressort a paru à votre Commission une limite équitable et répondra aux intérêts dont, au témoignage de l'honorable M. Thonissen, le législateur est tenu d'assurer le respect.

A l'unanimité des membres présents, elle propose au Sénat l'adoption de l'article 53 et des articles suivants, nos 54 à 57, qui se bornent à mettre diverses dispositions légales en harmonie avec la règle nouvelle que l'article 53 formule.

ART. 57bis.

Sur deux points, la logique impose d'élargir les dispositions de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876, fixant la compétence des tribunaux de commerce; cette extension de la juridiction consulaire ne sera certainement pas de nature

à soulever la moindre opposition et apportera une notable amélioration à la législation sur la compétence.

A. L'article 12, 2^o, de la loi précitée, attribue aux tribunaux de commerce connaissance des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés pour raison d'une société de commerce. Ce texte, qui doit être interprété restrictivement, comme tous ceux qui créent des juridictions d'exception, ne s'applique pas aux contestations entre les sociétés commerciales et leurs commissaires. La jurisprudence hésite même à l'étendre aux litiges entre les sociétés commerciales et leurs liquidateurs. Les raisons de disposer sont, néanmoins, les mêmes pour les trois ordres de procès et justifient également l'extension de la compétence aux actions à intenter par les tiers aux mêmes agents sociaux. Il serait donc utile de modifier le texte légal actuel de façon à faire rentrer dans la compétence des tribunaux de commerce, non seulement les procès intentés par la société ou par des associés aux administrateurs, commissaires et liquidateurs de sociétés, mais, aussi, par les tiers contre les mêmes agents sociaux en raison de leurs fonctions sociales.

Le texte ci-après proposé sous le paragraphe 2 de l'article 57bis consacre cette innovation.

B. Il est de principe que les opérations de transport exécutées par l'Etat ont un caractère civil. (Voir, notamment, Cassation, 14 novembre 1844, *Belg. Jud.* 1844, col. 1679. Gand. Chambres réunies, 26 juillet 1845, *Belg. Jud.* 1845, col. 1273; Bruxelles, 23 décembre 1944, *Belg. Judic.* 1945, col. 471.)

Il n'importe, d'ailleurs, que, lorsqu'il organise ces transports, le législateur ait en vue d'augmenter les revenus de l'Etat.

Aussi, pour faire rentrer dans la compétence des juridictions consulaires, les litiges relatifs au transport des mar-

chandises par les chemins de fer de l'Etat, a-t-il fallu des dispositions légales particulières : d'abord, l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1849; puis, l'article 12, 3^o, de la loi du 25 mars 1876.

Seulement, en raison de leur caractère exceptionnel, ces dispositions sont de stricte interprétation. Les contestations, issues du transport des marchandises par les *steamers* de l'Etat, qui ont, dans le chef du transporteur, un caractère civil comme les transports des marchandises par chemin de fer, restent soumises aux tribunaux civils; c'est devant eux que doivent être portés les procès intentés à l'Etat en raison des transports maritimes; le législateur n'a pas pris jusqu'ici la précaution de les soumettre à la juridiction consulaire.

Il importe que cette anomalie disparaisse et que le texte nouveau soit assez large pour qu'il s'applique à tous les transports de marchandises par l'Etat, même à ceux à réaliser par d'autres moyens que par voie ferrée ou par bateaux, par exemple : par avion ou par autobus.

Le paragraphe 3 de l'article 57bis, ci-après, répond à ces desiderata en même temps qu'il remanie le texte de l'article 12, 3^o, de la loi de compétence, de façon à y incorporer la disposition de l'article 50 de la loi du 30 mai 1879 sur les contestations relatives aux services postaux de l'Etat.

A l'unanimité de ses membres, votre Commission propose, en conséquence, d'introduire dans le projet, comme article 57bis, la disposition suivante :

« Les dispositions *sub numeris* 2 et 3 de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence civile sont remplacés par le texte ci-après :

« 2^o Des contestations entre associés
» pour raison d'une société de commerce,
» ou contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs de sociétés
» commerciales, en raison de leurs fonctions;

» 3^o Des contestations relatives au transport des marchandises par les

» services exploités par l'Etat, ainsi que
» de celles relatives aux services confiés à la poste. »

D. — MODE DE DÉTERMINER LA COMPÉTENCE ET LE RESSORT EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE.

ART. 58 et 59.

Déterminée par les raisons exposées au rapport du Comité permanent, pages 19, col. 2 à 22, col. 1, la Commission a admis qu'à l'avenir la valeur des litiges en matière immobilière ne serait plus déterminée que par l'évaluation qu'auraient à en faire les parties conformément aux prescriptions de l'article 33 de la loi de 1876.

E. — RECONVENTION, GARANTIE, INDÉPENDANCE, CONNEXITÉ.

ART. 60.

1^o Demandes reconventionnelles.

a) DEVANT LES TRIBUNAUX CIVILS DE PREMIÈRE INSTANCE.

Dans ses études sur la compétence civile, M. J. De Paepe expose avec clarté ce qu'est la reconvention. Au tome 2, pages 167-168, nos 1 et 2, il écrit : « Souvent, dans l'instance ouverte contre lui, le défendeur ne se borne pas à faire valoir des défenses ou des exceptions, il ne conclut pas seulement à ce que le demandeur soit déclaré non recevable ou non fondé, mais, prenant à son tour un rôle agressif, il demande que son adversaire soit condamné envers lui à donner ou à faire quelque chose. Le défendeur forme alors ce qu'on appelle une demande reconventionnelle.

Une demande reconventionnelle est donc une action que le défendeur introduit contre le demandeur, sous forme de demande incidente, dans l'instance où il est engagé ».

Cette action pourra-t-elle, dans tous les cas, être retenue devant le juge saisi de l'action principale?

Si la demande reconventionnelle rentre dans les limites de la compétence du juge saisi de cette dernière demande, aucune raison ne s'oppose à ce que les deux actions soient soumises au même tribunal et simultanément jugées.

Mais, lorsque la demande reconventionnelle n'est pas de la compétence du juge saisi de la demande originaire, soit parce que le litige que le défendeur veut porter devant lui rentre dans les attributions du juge de paix ou de la justice consulaire, soit parce qu'il appartient au tribunal civil d'un autre arrondissement judiciaire d'en connaître, faut-il encore permettre au tribunal saisi de l'action primitive de statuer à la fois sur les deux demandes?

Tel est le grave problème qui, soumis à la sagacité du législateur, n'a pas, jusqu'ici, reçu de solution satisfaisante.

L'article 37 de la loi de 1876 dispose que (§§ 1 et 2): « Les demandes reconventionnelles n'exercent en ce qui touche la compétence et le ressort, aucune influence sur le jugement de la demande principale. Elles seront elles-mêmes, à cet égard, considérées comme demandes principales et soumises aux règles établies ci-dessus ».

Et le paragraphe 1^{er} de l'article 50 ajoute: « Le juge devant lequel la demande originaire est pendante connaîtra des demandes en garantie et des demandes reconventionnelles, à moins qu'elles ne sortent de ses attributions ».

D'où suit que le juge saisi de la demande originaire ne peut, en général, connaître d'une demande reconventionnelle, lorsque celle-ci est de la compétence spéciale des juges de paix ou de celle des tribunaux de commerce.

C'est l'application du principe rigoureux de l'article 8 de la loi de 1876, qui interdit aux tribunaux de première instance de connaître des matières réservées aux juges de paix, aux tribunaux

de commerce et aux conseils de prud'hommes.

On n'admet d'exception à cette règle que si la demande reconventionnelle dérive de la même cause que l'action principale.

L'article 8 du projet supprime l'interdiction de juger prévue par la loi de 1876, lorsque l'assigné y consent. Par là même, il est logique qu'on admette le tribunal civil à statuer sur toutes demandes reconventionnelles formées devant lui, quelles qu'en soient la nature et le montant.

Le nouveau principe est formulé par l'article 60 du projet qui permettra à l'avenir aux tribunaux civils de retenir et de juger toutes demandes reconventionnelles, sans exception, qui seront formées devant lui.

Comme l'expose le rapport du Comité permanent (page 35, col. 2, alin. 3), les avantages très réels d'ordre pratique qu'il y a à réunir deux actions dont les éléments se pénètrent, valent bien que pour procurer la réalisation de ces avantages, on fasse céder non seulement les règles de la compétence territoriale, ainsi que le législateur de 1876 l'a fait, mais, encore, cette autre création législative que sont les principes de la compétence d'attribution.

Déjà, M. De Paepe avait justifié le principe de la prorogation de juridiction en cas de reconvention, quand, page 169, numéro 2, paragraphe 2, il écrivait: « ... Le juge de l'action du demandeur est nécessairement le juge de l'exception du défendeur, mais il ne l'est pas, nécessairement, de ses demandes réciproques. Pour qu'il puisse en connaître, lorsqu'elles n'entrent pas dans sa juridiction ordinaire, il faut que le législateur étende celle-ci, la proroge. C'est ce qu'on appelle la prorogation légale.

« L'équité réclame cette prorogation: elle exige que, dans l'instance même où il est appelé par le demandeur, le défendeur puisse faire valoir par voie d'action, et non pas seulement par voie d'exception, ses prétentions réciproques

contre son adversaire. Ensuite, l'examen simultané des demandes des deux parties rend la justice plus prompte, moins coûteuse; les causes de dissension disparaissent plus tôt et l'ordre public y gagne.

» La reconvention est tellement équitable, tellement utile, que toujours elle a frayé sa route malgré les obstacles qu'elle a rencontrés. »

Pourquoi le législateur de 1876 a-t-il donc limité, comme il l'a fait, la recevabilité des demandes reconventionnelles?

M. De Paepe nous le dit, page 279, numéro 57, de son ouvrage cité plus haut : « Si, écrit-il, la reconvention est une arme qu'il est nécessaire de donner au défendeur pour faire valoir contre le demandeur ses prétentions légitimes, l'abus en est facile : rien de plus aisé que de s'en servir pour arrêter l'action du demandeur par des prétentions imaginaires.

» De tout temps cet abus a été constaté.

» Le législateur a donc une tâche difficile : accorder au défendeur le plein usage de la reconvention et en empêcher en même temps l'abus.

» Il n'est guère possible de trouver une règle qui concilie parfaitement les intérêts contradictoires du demandeur et du défendeur. La loi risque toujours de faire la part trop grande à l'un ou à l'autre. »

La loi de 1876 a incontestablement fait la part trop exigüe à la demande reconventionnelle et l'exclusion qu'elle a prononcée contre celles de ces demandes qui ne sont pas, à raison de la matière, de la compétence du tribunal civil ne pouvait remédier à l'abus que l'on voulait éviter « d'arrêter l'action du demandeur par des prétentions imaginaires ».

Ce n'est pas, en effet, parce qu'une demande reconventionnelle est de nature commerciale qu'elle sera une prétention

imaginaire plutôt que fondée, pas plus qu'une semblable demande sera réelle plutôt que supposée parce qu'elle sera civile de sa nature.

C'est donc avec infiniment de raison que les auteurs du projet ont étendu, dans les conditions visées par l'article 60, la prorogation de juridiction.

La Commission, à l'unanimité des voix des membres présents, convie le Sénat à adopter le dit article.

B. — DEVANT LES TRIBUNAUX DE JUSTICE DE PAIX ET CONSULAIRES.

L'article 60 du projet, qui admet que toute demande reconventionnelle produite devant un tribunal civil de première instance soit recevable, quels qu'en soient la nature et le montant, ne permet aux autres tribunaux de retenir semblable demande que si l'action principale et l'action reconventionnelle résultent d'une même cause.

Un membre de la Commission a demandé pourquoi la règle posée, quand il s'agit des tribunaux civils, ne recevrait pas aussi son application pour les autres juridictions. Il fut répondu que si l'on peut reconnaître compétence générale aux tribunaux civils, c'est parce que ces tribunaux constituent la juridiction ordinaire, tandis que les autres sont des juridictions d'exception dont la compétence est par là-même strictement limitée aux contestations que la loi leur laisse le soin de juger.

Mais, qu'entend le projet par le mot « cause » ?

D'après les explications reproduites page 39, colonnes 1 et 2 du rapport du Comité de législation, la prorogation de juridiction sera justifiée si la demande reconventionnelle est, par rapport à la demande originaire, *ex ipsâ causa* ou *ex eâdem causa*.

N'est-il pas à craindre que l'emploi dans le texte du mot « cause », pour exprimer les idées ainsi développées dans le rapport, ne devienne une source de controverses pour les procéduriers ?

Au sens de l'article 1351 du Code civil, la *cause* est le fait générateur de la demande; en ce sens, la demande reconventionnelle dérive de la même cause que la demande originaire, si elle est, par rapport à celle-ci *ex ipsâ causa* : par exemple (voir page 36 du rapport, note 1) lorsque le maître de l'ouvrage, assigné en paiement par l'entrepreneur, prétend qu'il y a eu des malfaçons lesquelles lui permettent non seulement de ne pas payer le prix, mais, aussi, de réclamer surrogatoirement des dommages-intérêts.

Au sens de l'article 23 de la loi sur la compétence, tel qu'il a été précisé par l'arrêt de cassation du 22 mars 1900 (*Pas.* 1900, I, 187), la *cause* est le contrat ou le fait juridique qui sert de fondement immédiat à la demande. En ce sens, la demande reconventionnelle dérive de la même cause que la demande originaire si elle est, par rapport à celle-ci, *ex eâdem causa*; par exemple (voir page 36 du rapport, note 1), lorsque le maître de l'ouvrage, assigné en paiement par l'entrepreneur, fonde sa demande reconventionnelle sur le même contrat, sans pour cela élever de contestation quant au fait d'exécution que le demandeur représente comme générateur de l'obligation de payer.

Ne vaudrait-il donc pas mieux, pour marquer la différence au regard de la terminologie du Code civil, dire que « les autres tribunaux connaissent des demandes reconventionnelles dérivant du contrat ou du fait qui servent de fondement à l'action originaire » ?

Si le terme *cause* avait, dans toutes les dispositions de la loi sur la compétence, une signification uniforme, il n'y aurait, sans doute, pas grand mal à l'employer dans la disposition nouvelle; il y serait nécessairement entendu au sens que lui donne la Cour de cassation dans l'arrêt précité.

Mais, malheureusement, l'indigence du vocabulaire juridique l'a fait employer, dans diverses dispositions de la même loi, en des sens très différents.

Ainsi, l'article 22 l'entend non pas au sens de : *titre du contrat en exécution duquel les parties prétendent agir* de part et d'autre; mais, au sens de : *fait qui a donné naissance à l'obligation poursuivie*.

C'est pourquoi les dommages-intérêts pour résiliation du contrat ne peuvent être ajoutés au principal, bien que le demandeur se fonde pour les postuler sur le contrat venu entre lui et le défendeur.

Les mêmes inconvénients résultent, dans la pratique, du défaut d'uniformité dans l'acceptation du mot « titre » (Cpr, par ex., au sujet du sens de ce terme dans l'article 25 de la loi sur la compétence, l'arrêt de cassation du 8 mars 1906, *Pas.*, 1906, I, p. 159).

Afin de prévenir les chicanes qui pourraient trouver un aliment dans l'emploi de termes susceptibles d'acceptations différentes, votre Commission propose de remplacer, dans l'article 60, les mots : « de la même cause » par les suivants : « du contrat ou du fait qui servent de fondement à l'action originaire ».

2. — Demandes en garantie.

Le projet prévoit au paragraphe 2 de l'article 60 que « le tribunal saisi d'une action est compétent pour connaître de l'action en garantie ».

L'innovation est excellemment justifiée dans le rapport, pages 43-44, et votre Commission y a donné sa pleine adhésion.

Soulignons qu'aux termes du rapport (page 44, colonne 1), l'action en garantie sera jointe à l'action principale, « même si celle-ci est portée devant une juridiction spéciale et, même, dans le cas où l'action en garantie, à la supposer isolée, serait de la compétence du tribunal de première instance ».

Le système de la loi de 1876 était si défectueux que, dans la pratique, pour en éviter les graves ennuis, on avait développé outre mesure les demandes en déclaration de jugement commun; on sait

que ces demandes sont un moyen empirique destiné à faire admettre, vis-à-vis d'un tiers contre lequel une condamnation ne peut être prononcée par le tribunal saisi d'un litige, que le jugement à intervenir aura tout de même contre lui force de chose jugée. A l'avenir, ces demandes n'auront plus d'objet vis-à-vis des garants, puisqu'en tout état de cause, le défendeur à un procès pourra les assigner en garantie devant le tribunal où lui-même est assigné.

ART. 61 à 64.

Ces articles n'ont donné lieu à aucune observation.

ART. 65.

Déterminées par les considérations développées page 22, colonne 2 du rapport, votre Commission propose au Sénat de donner son adhésion au principe nouveau consacré par le projet.

IV

Dispositions relatives à la rétractation des ordonnances sur requête.

ART. 66 et 67.

Les articles 66 et 67 du projet répondent à des nécessités qu'une savante étude de M. le Président du Tribunal de première instance de Bruxelles, parue dans le *Journal des Tribunaux* du 29 mai 1927, a justement signalées.

L'urgence des mesures que visent les dispositions précitées est si réelle que d'honorables membres de la Chambre des Représentants viennent de saisir le Parlement d'une proposition de loi qui tend à des fins analogues à celles que les dits articles ont en vue. Cette proposition fut déposée à la séance du 9 juin 1927 (n° 233 des documents de 1926-1927).

Votre Commission n'a pas hésité à donner son adhésion aux propositions du Gouvernement que le rapport (pp. 22-24) justifie pleinement et elle invite le Sénat à les sanctionner par ses votes.

ART. 68.

L'article 68, relatif à des modifications à apporter à l'article 417 du Code de procédure civile, demande une explication.

Aux termes de l'article 417, le Président du Tribunal de commerce a deux droits très distincts, bien qu'énoncés dans un même texte. Dans les cas qui requièrent célérité, il peut, d'une part, permettre d'assigner, même de jour à jour et d'heure à heure; il a, d'autre part, le droit d'autoriser un créancier à saisir conservatoirement les effets mobiliers de son débiteur, même si le créancier ne possède aucun titre exécutoire. (GARSONNET. *Procédure*, tome 3, p. 352, n° 1019; BELTJENS. *Procédure civile*, tome I, p. 903, n° 1).

En vertu de l'article 12bis de la loi du 25 mars 1876, le président du tribunal de commerce a reçu compétence pour statuer, provisoirement, par voie de référé, sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence, à la condition qu'ils rentrent dans la juridiction des tribunaux de commerce ou dans celle d'arbitres commerciaux et qu'ils ne soient pas soustraits à la juridiction des référés par une disposition spéciale.

Dans ces conditions, lorsque, sur requête d'un créancier, le président aura, en vertu de l'article 417, accordé autorisation de saisir, le débiteur saisi aura-t-il le droit de se pourvoir en référé devant le président, qui a autorisé la saisie, afin d'obtenir que celle-ci soit levée?

Votre Commission estime que l'article 68 du projet répond affirmativement à la question, sous la seule réserve qu'en autorisant la saisie, le président ait réservé au saisi ce recours (page 24, dernier alinéa du rapport).

Cette réserve est formellement inscrite, tant dans l'article 66 que dans l'article 67, lorsqu'il s'agit des recours contre les ordonnances rendue sur requête par le président du tribunal civil; il est naturel qu'elle soit de droit dans le cas prévu par l'article 68.

ART. 68bis.

Si le projet du Gouvernement consacre d'utiles innovations en matière d'ordonnances sur requête, il est resté muet au sujet d'une importante question qu'il importe néanmoins de trancher, dont M. le Président Gilson a très opportunément signalé la gravité et à laquelle le projet de loi des honorables MM. Pouillet et consorts donne une efficace solution.

Voici le cas :

Une personne, créancière de 10,000 fr., obtient du président du tribunal l'autorisation de pratiquer saisie-arrêt sur des fonds revenant à son débiteur et se trouvant en mains tierces. Le tiers doit 30,000 francs. Or, bien que l'autorisation de saisir n'ait été accordée qu'à concurrence de 10,000 francs, la saisie pratiquée frappe d'indisponibilité la somme entière de 30,000 francs.

Pourquoi en est-il ainsi, si désastreuse que puisse être pour le saisi la défense de disposer des 20,000 francs que personne ne lui réclame, si peu utile au créancier que paraisse la solution à laquelle s'arrêtent la jurisprudence et la doctrine ?

C'est, écrit Garsonnet (ouvrage cité, tome 4, page 426, par. 1436), « parce que l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée ne résulte pas seulement des principes généraux en matière de saisie, mais, encore, à fortiori, des articles 1242 et 1944 du Code civil et de l'article 9 du décret du 18 août 1807, car un créancier qui ne peut se faire payer, peut encore moins détruire sa créance ou l'aliéner ».

Si telle est la loi, il est urgent de la modifier.

Car, ainsi que l'écrit M. Gilson, « il y a un abus criant dans la faculté donnée au créancier de bloquer, pour une dette peu élevée, tout l'avoir du débiteur, quelque important qu'il puisse être. Cette faculté sacrifie injustement aux intérêts du créancier ceux non moins légitimes du débiteur ».

Mais, comment modifier la loi ?

En vertu des articles 66 et 67 du projet, le débiteur saisi sera en droit, si le Président, qui a autorisé la saisie, lui en a réservé la faculté, de faire opposition à l'ordonnance en vertu de laquelle la saisie-arrêt aura été pratiquée.

Cette opposition, toutefois, si utile qu'elle puisse être, n'empêchera pas qu'une autorisation de saisir, même réduite, après l'opposition, au strict nécessaire, ne frappe d'indisponibilité la totalité des fonds dont le tiers saisi est débiteur vis-à-vis de celui à charge duquel la saisie est faite.

Il faut donc aller plus loin dans la voie des réformes.

La loi française du 17 juillet 1907, citée tant par l'honorable M. Pouillet que par M. le Président Gilson, est conçue comme suit :

« L'article 567 du Code de procédure civile est remplacé par la disposition suivante :

» La demande en validité et la demande en mainlevée formée par la partie saisie seront portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie.

» En tout état de cause, et quel que soit l'état de l'affaire, la partie saisie-arrêtée pourra se pourvoir en référé afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition, à la condition de verser à la Caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un tiers commis à cet effet, somme suffisante arbitrée par le juge des référés, pour répondre éventuelle-

» ment des causes de la saisie-arrêt,
» dans le cas où le saisi se reconnaîtrait
» ou serait jugé débiteur.

» Le dépôt ainsi ordonné sera affecté
» spécialement aux mains du tiers déten-
» teur à la garantie des créances pour
» sûreté desquelles la saisie-arrêt aura
» été opérée, et privilège exclusif de tout
» autre leur sera attribué sur ledit
» dépôt.

» A partir de l'exécution de l'ordon-
» nance de référé, le tiers saisi sera dé-
» chargé, et les effets de la saisie-arrêt
» transportés sur le tiers détenteur. »

Sans toucher à l'article 567 du Code de procédure civile que le paragraphe 1^{er} de la loi de 1907 reproduit, d'ailleurs, textuellement, M. le Président Gilson et, après lui, les auteurs de la proposition de loi soumise à la Chambre des Représentants le 9 juin 1927, ont formulé le texte suivant :

« Le président du tribunal peut, en tout état de cause, soit sur requête aux fins de saisie-conservatoire, soit sur demande de la partie saisie, autoriser cette partie à consigner à la Caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un séquestre, qu'il commet, une somme arbitrée suffisante, qui sera affectée par privilège au paiement des causes de la saisie.

» A partir de l'exécution de l'ordonnance autorisant la consignation, les effets de la saisie sont transportés des choses auxquelles la saisie s'appliquait sur la somme consignée du saisi ou du tiers saisi sur le détenteur de la somme.

» Les règles de compétence et de procédure édictées dans l'article 2 sont applicables aux demandes en limitation de saisie. »

Votre Commission a approuvé ce texte qui garantit au créancier ses droits, tout en sauvegardant les intérêts légitimes du débiteur et en ne nuisant pas aux tiers. Elle propose de le rattacher aux dispositions du titre VII du Livre V du Code de procédure civile qui sont rela-

tives aux saisies-arrêt ou oppositions; il y remplacerait l'article 266, devenu sans objet, depuis que la loi du 12 août 1911 a supprimé le préliminaire de conciliation.

Elle est, toutefois, d'avis que le dernier alinéa de la disposition proposée est inutile. Il semble, en effet, que pour toutes questions d'opposition ou d'appel, les règles des articles 66 et 67, comme les règles générales concernant la compétence et le ressort, soient, de droit, applicables à l'espèce.

V

Dispositions relatives aux expertises.

ART. 69 à 72.

Les modifications prévues par ces articles ont été adoptées sans opposition.

VI

Disposition relative à la procédure en cassation.

ART. 73.

Avec infiniment de raison le projet exige que les recours en cassation en matière répressive ne soient pas formulés sans que leur raison d'être ne soit justifiée. Le rapport du Comité permanent de législation expose, page 25, les inconvénients de la situation actuelle et justifie l'innovation proposée.

Seulement, si l'on veut très justement que les intéressés ne signent pas, sans motifs plausibles, un pourvoi en la matière, il faut leur laisser le temps et leur fournir l'occasion de rechercher ces motifs.

Or, sous la législation actuelle, ce n'est pas possible.

En matière d'assises, l'article 373 du Code d'instruction criminelle n'accorde aux parties, en cas de condamnation, que trois jours francs après celui où

l'arrêt a été prononcé, pour déclarer au greffe qu'elles se pourvoient en cassation.

Si l'accusé est acquitté, le procureur général et la partie civile n'ont que vingt-quatre heures pour se pourvoir ! (art. 374).

Comment vouloir que, dans ces courts délais, les intéressés se rendent compte des moyens de fond et de forme qu'ils auraient à invoquer à l'encontre de l'arrêt intervenu et de la procédure suivie ?

Le plus souvent l'arrêt n'est pas même transcrit et signé à l'expiration de ces délais; le dossier de la procédure n'est pas à la disposition des parties ! Pour sauvegarder leurs droits éventuels, les intéressés sont donc obligés de se pourvoir à tout hasard, sauf à développer plus tard, soit dans la requête à l'appui du pourvoi (art. 422 et 424 du Code d'instruction criminelle), soit dans le mémoire prévu par l'article 53 du décret du 15 mars 1845, les moyens qu'ils seront parvenus à découvrir dans l'intervalle.

Si la législature admet les propositions du Gouvernement, les délais pour se pourvoir doivent nécessairement être prolongés.

La Commission estime qu'il serait utile de les porter à dix jours, temps prévu pour l'appel en matière correctionnelle et de police et déjà admis, en cas de pourvois en cassation, sur un point spécial par l'article 3 de la loi du 9 mars 1908.

A un autre point de vue encore, le Code d'instruction criminelle devrait être, en la matière, complété.

Au témoignage de Beltjens (Code d'instruction criminelle, tome 2, page 102, n° 1), « la loi ne contient aucune disposition concernant le délai du pourvoi contre les décisions en matière correctionnelle ou de police », .

C'est par analogie que l'on applique aux recours en cassation contre ces jugements les règles de l'article 373 du Code d'instruction criminelle. Il con-

viendrait, semble-t-il, qu'en modifiant les articles 373 et 374 précités on fixât les mêmes délais dans tous les cas où, aux termes de la loi en vigueur, un recours en cassation est admis. Bien entendu, les modifications proposées ne visent que les seules hypothèses prévues aux articles 373 et 374 et les seules décisions définitives en matière correctionnelle et de police.

Il y a lieu, enfin, de combler en la matière, une invraisemblable lacune.

Lorsqu'en matière correctionnelle ou de police appel a été relevé d'une décision par déclaration au greffe, ainsi que le prescrivent l'article 174 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été modifié par l'article 5 de la loi du 1^{er} mai 1849 et l'article 209 du même Code, c'est le procureur du Roi ou le procureur général qui ont charge de citer le prévenu et un délai de trois jours doit être respecté entre l'assignation et le jugement (art. 184, Code d'instr. crim.).

En cas de recours en cassation, aucune assignation n'est prévue, aucun avis n'est prescrit pour informer les intéressés du jour et de l'heure auxquels ils ont à se présenter devant la Cour suprême.

En matière civile, les avoués des parties, astreints à avoir leur domicile à Bruxelles, s'enquière aisément de la fixation des causes.

Mais, en matière pénale, les parties n'ont pas de représentant obligé au siège de la juridiction supérieure et l'on ne peut, dès lors, raisonnablement exiger d'elles qu'elles aillent s'enquérir à Bruxelles de la date à laquelle le pourvoi les concernant sera inscrit au rôle d'audience. Sans vouloir imposer au parquet de la Cour l'obligation d'une citation, votre Commission estime qu'il serait aisé pour le greffe d'informer les intéressés par avis recommandé à la poste, envoyé au moins quinze jours d'avance, de l'audience à laquelle leur cause sera appelée.

Elle en fait la proposition au Sénat.

Les textes sur lesquels l'accord s'est

établi au sein de la Commission sont les suivants :

ART. 73bis.

Les articles 373 et 374 du Code d'instruction criminelle sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 373. — En matière criminelle, comme en matière correctionnelle et de police, le condamné aura dix jours francs après le jour du prononcé pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

» Dans le même délai, le procureur général ou le procureur du Roi et la partie civile seront reçus à faire semblable déclaration, soit que l'accusé ou le prévenu aient été condamnés, soit qu'ils aient été acquittés.

» La partie civile ne pourra, toutefois, se pourvoir qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à ses intérêts civils.

» Art. 374. — En cas de recours en cassation, si l'inculpé ou le prévenu ont été condamnés, il sera sursis à l'exécution des décisions contre lesquelles un pourvoi aura été formé jusqu'à ce que la Cour de cassation ait statué sur le pourvoi, mais, l'inculpé ou le prévenu, détenus ou arrêtés, resteront en détention.

» Art. 374bis. — Le greffier à la Cour de cassation prévient, par avis recommandé à la poste, les parties intéressées du jour et de l'heure auxquels la cause les concernant sera appelée devant la Cour. »

VII

**Dispositions relatives
à la procédure
devant la Chambre du conseil
en matière répressive
et à la chambre des mises
en accusation**

ART. 74 à 76.

Ces dispositions qui apportent à la

législation en vigueur d'appréciables améliorations, ont été favorablement accueillies par la Commission qui en propose au Sénat l'adoption.

VIII

**Dispositions étendant
la compétence des tribunaux
de police.**

ART. 77 et 78.

Le rapport, page 26, justifie les mesures proposées sous ce chapitre par des motifs que votre Commission a approuvés.

IX

**Disposition instituant
une procédure sommaire devant
les tribunaux de police.**

ART. 79.

L'article 79 du projet modifie les articles 166 à 171 du Code d'instruction criminelle en vue d'instituer une procédure sommaire devant les tribunaux de police.

S'il faut approuver l'idée qui a suggéré les innovations préconisées, la pratique seule apprendra si les mesures de réalisation seront efficaces.

Votre Commission en propose au Sénat, à titre d'essai, l'adoption.

X

Dispositions transitoires.

ART. 80 à 83.

Le projet, qui date, nous l'avons dit, du 17 juillet 1926, prévoyait, pour la mise en vigueur de quelques-unes de ses dispositions, la date du 15 septembre 1926.

Votre Commission pense qu'il ne

sera point présomptueux de remplacer cette date par celle du 15 septembre 1928.

Elle a l'honneur de proposer au Sénat cette substitution.

X I

Proposition subsidiaire.

La Commission, qui a consacré de nombreuses séances à l'examen du projet, l'a admis à l'unanimité des membres présents, sous réserve, toutefois, du vote de chacun d'eux sur l'une ou l'autre des dispositions qui donneront lieu à débat.

Elle aurait désiré que le Sénat en abordât la discussion sans délai.

C'était aussi le vœu du Gouvernement.

Mais, il ne semble pas que le vote en pourrait être acquis avant la fin de la session.

En toute hypothèse, il n'y a pas à songer que la Chambre des Représentants, même si le projet lui était transmis, pût en commencer l'étude de sitôt.

Or, le Gouvernement a annoncé le dépôt sur le bureau du Sénat d'un projet de loi prorogeant jusqu'au 15 septembre 1928 la loi temporaire d'organisation judiciaire du 25 octobre 1919 et la loi de surséance aux nominations judiciaires du 20 juillet 1926, qui viennent à expiration, respectivement le 15 septembre et le 1^{er} août.

Si l'urgence de ce projet est d'évidence, il faudrait, aussi, pour que l'expérience de la réduction combinée avec la simplification fût concluante, réaliser, sans délai, quelques-unes des réformes prévues, tant au point de vue de la compétence et de la procédure qu'en ce qui concerne l'organisation judiciaire proprement dite, dans le projet auquel se réfère le présent rapport.

Ces réformes, que votre Commission a admises à l'unanimité des voix, ne soulèveront vraisemblablement aucune opposition, ni au Sénat, ni au sein de la

Chambre des Représentants. Elles sont relatives, d'une part, au règlement du service des tribunaux, des cours et des greffes (art. 24, 25, 26, 27, 34, 40 et 41 du projet) ; d'autre part, à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale (art. 43, 53, 54, 55, 56, 57 et 82 du projet). L'adoption immédiate de ces articles est indispensable, si l'on veut parer au plus pressé et empêcher l'encombrement du rôle de certaines juridictions, spécialement de la Cour d'appel de Bruxelles, où, en matière civile, il restait à juger, au 1^{er} août 1924, 3,145 affaires ; au 1^{er} août 1925, 3,304 affaires ; au 1^{er} août 1926, 3,224 affaires.

Le Gouvernement a exprimé le désir que ces dispositions fussent disjointes du projet et votées sans désemparer.

Votre Commission est d'avis que la mesure suggérée serait pratique.

Elle a, en conséquence, l'honneur de proposer au Sénat, sous forme d'amendement subsidiaire au projet du 17 juillet 1926, le vote d'un projet de loi spécial, qui porterait le titre de « Loi modifiant les lois d'organisation judiciaire et de compétence » et comprendrait les articles extraits du projet de loi et rappelés ci-dessus.

Une procédure analogue fut suivie lors du vote de la loi du 31 mai 1919 complétant la loi du 20 juin 1873 sur les chèques.

Le Gouvernement avait déposé un projet de loi réglant le régime juridique complet du chèque. Voulant accélérer dans la mesure du possible l'usage des chèques en leur assurant la sécurité de la circulation, la Commission de la Chambre des Représentants détacha certaines dispositions du projet du Gouvernement sous forme d'amendement à ce projet et proposa un article unique conçu comme suit : « La loi du 20 juin 1873 sur les chèques est complétée par les dispositions suivantes : » L'article unique ainsi proposé fut voté par la Chambre à l'unanimité des membres présents. (*Annales parlementaires*. Chambre, séance du 7 mai 1919, p. 865),

Si le Sénat, partageant l'avis de la Commission de la Justice, décidait de reporter à la session prochaine l'examen du projet général, il voudra consentir, néanmoins, à aborder d'urgence la discussion de l'amendement subsidiaire que

la Commission a l'honneur de lui présenter et à le voter.

Le Président,
ALEX. BRAUN.

Le Rapporteur,
A. LIGY.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 21 JUNI 1927

Verslag uit naam van de Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, de bevoegdheid en de rechtsvordering.

(Zie n^o 238 (1925-1926) van den Senaat.)

Aanwezig: de heeren BRAUN, voorzitter; ASOU, DE CLERCQ, DE LEY, DE PIERPONT, SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DU BOST, LEBON, MAGNETTE, MEYERS, PAULSEN, PIRARD, TSCHOFFEN, VAN FLETEREN, VAUTHIER en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp door de Regeering bij den Senaat ter tafel gelegd bevat tien reeksen bepalingen onderscheidenlijk met betrekking tot :

1^o De samenstelling van den zetel der verschillende rechtscolleges (blz. 1);

2^o Het dienstreglement in de rechtbanken, de hoven en de griffies (blz. 10);

3^o De bevoegdheid en den aanleg in burgerlijke zaken en in handelszaken (blz. 15);

4^o De intrekking van bevelschriften op verzoekschrift (blz. 22);

5^o Het onderzoek door deskundigen (blz. 23);

6^o De rechtspleging in verbreking (blz. 25);

7^o De rechtspleging voor de raadkamer in strafzaken en in de kamer van in beschuldigingstelling (blz. 25);

8^o De bevoegdheid der politierechtbanken (blz. 26);

9^o De in oering van een summiere rechtspleging voor de politierechtbanken (blz. 28);

10^o De overgangsbepalingen (blz. 30).

Uit de eenvoudige opsomming van deze verschillende titels moge de verscheidenheid blijken van de bepalingen van dit wetsontwerp en ook het belang van de voorstellen waarover de Senaat geroepen is uitspraak te doen.

Het past dus deze voorstellen te onderzoeken in de volgorde waarin zij werden ingediend.

I

Bepalingen betreffende de samenstelling van den zetel der verschillende rechtscolleges.

A. — VREDEGERECHT.

Artikel 1 der wet van 8 Juni 1869 luidde als volgt :

« Er is een vrederechter en twee plaatsvervangers in elk gerechtskanton zooals het thans is omschreven.

» De Koning kan evenwel, zoo de behoeften van den dienst het toelaten, een vrederechter gelasten en belendend kanton te bedienen; uit dien hoofde heeft deze vrederechter enkel recht op de emolumenten. »

Om de redenen opgegeven bladzijde 4, links, wijzigt het ontwerp het tweede lid als volgt :

« Indien het mogelijk is in verband met de behoeften van den dienst, kan de Koning een vrederechter belasten met het waarnemen van den dienst van een aangrenzend kanton waar de plaats opengevallen of de titularis tijdelijk verhinderd is. In dit laatste geval neemt de vereeniging der twee kantons een einde terzelfdertijd als de verhindering die tot die vereeniging aanleiding heeft gegeven. De rechter, die met den dienst van een tweede kanton is belast, heeft uit dien hoofde recht op de wedde toegekend aan de klasse waartoe een kanton zou behooren dat uit de twee vereenigde kantons gevormd zou zijn. »

Eenparig heeft uwe Commissie deze wijziging goedgekeurd.

Doch, zou het niet passen in een ander opzicht het eerste artikel der wet van 8 Juni 1869 te wijzigen?

De Brusselsche agglomeratie telt twaalf vredegerechten, en wel de vier kantons der stad Brussel, twee te Elsene, twee te Schaarbeek, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Oode en Ukkel. De vredegerechten van elk dezer plaatsen zetelen in de gemeente waarvan zij den naam voeren. Ware het niet nuttig te voorzien dat de Koning het recht heeft hen geheel of gedeeltelijk te vereenigen in de lokalen die ook voor andere gerechtsdiensten dienen? Voor de magistraten en de leden der balie ware dit hoogst wenschelijk; deze maatregel ligt overigens in een wensch van de Brusselsche advocaten (zie *Journal des Tribunaux*, 1927, kol. 127) en werd door den stafhouder der balie voorgestaan. M^{ter} Hennebicq heeft aan de Commissie een verzoek gericht ten einde dezen wensch te verwezenlijken naar aanleiding van de aanneming van het thans onderzochte wetsontwerp. Den rechtzoekenden zou het aldus lichter vallen zich naar het centrale Paleis van Justitie te begeven, in plaats van naar

de tegenwoordige lokalen der vredegerechten die overal verspreid liggen.

In andere agglomeraties, te Antwerpen, te Gent, te Luik en elders kon dergelijke maatregel doelmatig worden getroffen. De Regeering zou, in elk bijzonder geval, de gepastheid moeten nagaan en noodzakelijkerwijze eerst de meening moeten inwinnen van de bevoegde administratieve en rechterlijke overheid. Overleg met de betrokken gemeenten is des te meer onmisbaar daar, naar luid van artikel 134, 8^o, van de gemeentewet, de huur of het onderhoud van de lokalen voor de terechtzittingen van het vrederecht en de griffie van de politierechtbanken ten laste vallen van de gemeente, hoofdplaats van het kanton; de verplaatsing van den zetel van het vrederecht is dus niet mogelijk zonder voorafgaand overleg met de gemeentelijke overheid van de hoofdplaats; dit waarborgt op volstreekte wijze dat de verplaatsing van den zetel der hoofdplaats van het kanton naar de hoofdplaats van het arrondissement niet zal geschieden dan zoo het in ieders belang ligt.

Uwe Commissie, die voor het beginsel van den maatregel is gewonnen, heeft de eer aan den Senaat den volgende tekst voor te stellen :

« De Koning kan, wanneer de agglomeratie van de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement meerdere vredegerechten omvat, en op advies der betrokken rechterlijke en administratieve overheid, naar het justitiepaleis der hoofdplaats één of meer der kantonale rechtscolleges van de agglomeratie doen over gaan. »

B. — RECHTBANKEN VAN EERSTEN AANLEG EN VAN KOOPHANDEL.

ART. 2.

§ 1. — *Rechtbanken van eersten aanleg in burgerlijke zaken zetelende.*

Artikel 28 der wet van 18 Juni 1869

bepaalt : « De rechtbanken van eersten aanleg mogen geen vonnis wijzen dan met het vaste getal van drie rechters, waaronder de voorzitter is begrepen ».

De wet van 25 October 1919 had deze wetsbepaling gewijzigd met tijdelijk, zoowel in burgerlijke als in handelszaken, kamers met alleensprekenden rechter in te richten.

Door de eenen verdedigd, door de anderen fel gegist, blijft de instelling van den alleensprekenden rechter een veel besproken vraagstuk; het verslag van den Raad voor Wetgeving stelt het feit vast en houdt daarmede rekening bij de inrichting die hij aan de Regeering heeft voorgesteld en waarbij deze zich heeft aangesloten. Voortaan blijft de kamer met drie rechters de regel; doch, op verzoek van partijen, zal elke zaak die hen betreft, tenzij het een beroep gelde van een vonnis door een vrederecht gewezen, naar den alleensprekenden rechter worden verwezen.

Voor de zaken houdende beroep spreekt het vanzelf dat drie rechters, en niet één magistraat alleen, geroepen zullen zijn om kennis te nemen van de uitspraken van den vrederechter. Zooals het verslag het vaststelt (bl. 5, rechts) blijkt uit de ondervinding in huishuizen dat een beslissing van een rechtbank in beroep meer gezag heeft wanneer zij uitgaat van een college met drie magistraten. Dit valt niet te loochenen.

Bovendien somt paragraaf 2 van artikel 2 een heele reeks gedingen op die steeds voor den alleensprekenden rechter zullen worden aangebracht. En dit zonder bezwaar; nutteloos overlasten zij de rol der kamers met drie rechters; een enkele magistraat zal uitspraak doen zonder dat iemand er aan denken zal daarover te klagen.

De Commissie acht zeer gelukkig de oplossing door het ontwerp gebracht aan de samenstelling der kamers in de burgerlijke rechtbanken. Deze oplossing brengt geen enkel gevaar voor eenig

belang met zich, maar is een waarborg voor alle belangen. Gedurende eene reeks van jaren zal de voorgestelde inrichting doelmatig worden beproefd; de tijd zal uitwijzen, zooals het verslag van het bestendig comitee zegt (bl. 3, rechts), of de alleensprekende rechter al dan niet de gunst van de rechtvragenden heeft verworven.

Hier lijken twee aanmerkingen gepast.

Het verslag van het Bestendig Comitee zegt (bl. 5, rechts) : « Waar het de woorden « worden toebedeeld » bezigt, heeft het ontwerp willen voorkomen dat de betwisting omtrent de toebedeeling een middel worde om de bevoegdheid af te wijzen », en het voegt daarbij « dat de moeilijkheden omtrent de toebedeeling geregeld worden door den voorzitter overeenkomstig het decreet van 30 Maart 1808 ».

Het verslag bedoelt hier waarschijnlijk artikel 61 dat luidt : « De zaken die niet bij de vorige artikelen werden uitgezonderd, worden, elken zittingsdag, door den voorzitter verdeeld over de kamers op de algemeene rol, op de wijze die hij het meest dienstig acht voor de orde van den dienst en de bespoediging der zaken ».

De bedoeling van paragraaf 2 van artikel 2 ware dus de toebedeeling der zaken aan de kamers met een alleensprekenden rechter zoogeschied door den voorzitter op de wijze die hij het meest dienstig acht voor de orde van den dienst, zonder dat zijne uitspraken voor eenig beroep zouden vatbaar zijn.

De tweede aanmerking betreft het recht van partijen om de verwijzing naar een alleensprekenden rechter te verzoeken van de zaken aangebracht voor de kamers met drie rechters.

Het verslag zegt op bladzijde 6, links : « Zoodra een derde persoon in het geding betrokken is hetzij ten gevolge van tusschenkomst, van een oproeping in vrijwaring, of van het instellen van een verknochte vordering, vervalt het akkoord indien de derde partij het niet bijtreedt. »

Zooals men weet kan een tusschenkomst twee vormen aannemen. Ofwel is het een derde die, vrijwillig, tusschenkomt in een geding tusschen andere personen ingesteld; in dit geval is de tusschenkomst vrijwillig of actief; ofwel, dagvaardt een der pleiters een derde tot tusschenkomst en in dit geval is de tusschenkomst gedwongen of lijdelijk. Op welke van beide tusschenkomsten slaat artikel 2 ?

De Commissie is van meening dat de tekst op beide van toepassing is, dus op elke tusschenkomst en op elk oogeblik dat zij zich moge voordoen.

Blijft een belangrijk vraagstuk op te lossen. Moet het openbaar ministerie behouden blijven bij de burgerlijke kamers der rechtbanken van eersten aanleg ?

Artikel 2 van het ontwerp antwoordt daarop bevestigend.

Verscheidene leden hebben dezen maatregel gehekeld, en doen gelden dat de uitgave die hij medebrengt niet opweegt tegen de voordeelen die de aanwezigheid van een lid van het parket voor de berechting der gedingen oplevert.

Daarop werd geantwoord dat het advies van het openbaar ministerie de onbetwistbare waarborg is van een ernstig onderzoek der gedingen en dat, uit dien hoofde reeds, zijn behoud geboden is; dat in tal van zaken en onder meer in de zaken met betrekking tot den staat der burgers, de minderjarigen en de onbekwamen, het openbaar ministerie vaak betrokken partij is; dat het dus past dat een vertegenwoordiger van het parket gehecht zij aan de burgerlijke kamers der rechtbank; ten slotte dat, wegens de veruiming van de bevoegdheid der vrederechters, door het ontwerp voorzien, enkel belangrijke gedingen voortaan bij de rechtbanken van eersten aanleg zullen worden aangebracht.

Andere leden gaven de meening te kennen dat het openbaar ministerie

voor het minst onmisbaar was bij de kamers met alleensprekenden rechter, omdat aan de rechtzoekenden een tweevoudig onderzoek der zaak moet worden gewaarborgd in de gevallen waarin de wet de mededeeling der zaken aan den procureur des Konings voorschrijft.

Bij de stemming werd het wegvallen van de woorden : « met bijstand van het openbaar ministerie » uit de eerste paragraaf van artikel 2 (kamer met drie rechters) verworpen met 7 tegen 7 stemmen; het wegvallen van dezelfde woorden uit paragraaf 2 van hetzelfde artikel (kamer met alleensprekenden rechter) werd verworpen met 9 tegen 5 stemmen.

De paragrafen 1 tot 3 van artikel 2 werden zonder meer goedgekeurd.

§ 2. — *Rechtbanken van eersten aanleg zetelende in strafzaken.*

Hier nog huldigt het ontwerp terecht het traditioneel beginsel der kamer met drie rechters (eerste paragraaf van het artikel). Maar de uitzonderingen door het ontwerp voorzien zijn van belang. Krachtens paragraaf 4 van het artikel zullen toebedeeld worden aan een alleensprekenden rechter : 1^o al de zaken die de procureur des Konings eenvoudig genoeg acht om niet aan den onderzoeksrechter te worden toebedeeld; 2^o de zaken welke, naar de meening der raadkamer of der kamer van inbeschuldigingstelling, omdat zij niet ingewikkeld zijn, aan een alleensprekenden rechter kunnen opgedragen worden; ten slotte, 3^o de bevoegdheden van de raadkamer blijven opgedragen, zooals onder het huidig overgangsstelsel, aan een alleensprekenden rechter.

Zelfs in het eerste geval, zoo de beklagde wenscht te verschijnen vóór een kamer met drie rechters, mag hij het parket daarvan in kennis stellen, dat aan zijn wensch zal voldoen of de zaak opnieuw zal doen onderzoeken om door de raadkamer te doen uitmaken of de zaak werkelijk door de kamer met drie

rechters moet worden berecht. (Verslag blz. 8, links onderaan).

Deze regelen waarvan het verslag van het Bestendig Comité voor Wetgeving den oorsprong aangeeft en de reden uiteenzet (zie blz. 7 en 8) werden eenparig aangenomen door uwe Commissie, die van meening is dat zij de spoedige afwikkeling der zaken kunnen bevorderen en tevens al de waarborgen opleveren voor een billijke rechtsbe-deeling.

ART. 3.

Artikel 127 van het Wetboek van Strafvordering beveelt aan den onderzoeksrechter, ten minste eenmaal in de week, verslag te doen over de zaken waarvan het onderzoek hem is toevertrouwd en schrijft voor dat dit verslag gedaan wordt aan de Raadkamer, bestaande uit ten minste drie rechters, met inbegrip van den onderzoeksrechter.

Om deze bepaling te doen strooken met het beginsel door artikel 2 gehuldigd, schrijft artikel 3 voor dat verslag zal worden gedaan aan de raadkamer, zooals zij opnieuw is samengesteld; deze bepaling behoeft geen betoog.

De voorafgaande mededeeling aan den procureur des Konings blijft gehandhaafd.

ART. 4.

Dit artikel voorziet, voor de aanduiding der alleensprekende rechters, waarborgen die de eenparige goedkeuring van de Commissie hebben weggedragen.

ART. 5.

De aanmerking bij artikel 2, betreffende de beteekenis van het woord « tusschenkomst », is mede van toepassing op dit artikel, dat tot geen bezwaar aanleiding gaf.

ART. 6.

Deze bepaling behoeft geen betoog.

ARTT. 7 en 8.

Deze artikelen, met betrekking tot

de rechtbanken van koophandel, huldigen dezelfde beginselen als die welke werden aangenomen voor de burgerlijke rechtbanken en lokten geen enkele aanmerking uit.

ART. 9.

De artikelen 163 tot 165 der wet van 18 Juni 1869 duiden de formaliteiten aan die moeten worden vervuld wanneer magistraten, die een zaak hebben berecht, in de onmogelijkheid verkeerden de door hen gewezen vonnissen of arresten te onderteekenen.

Artikel 9, eerste lid, breidt tot het geval van een alleensprekende rechter in eersten aanleg de formaliteiten uit, die artikel 165 alleen voorzag wanneer de vrederechter of de politierechter in de onmogelijkheid verkeerden de minuut der gewezen vonnissen te onderteekenen.

Lid 2 van het artikel betreft de onmogelijkheid bij den griffier zijn handteekening te zetten.

ART. 10 en 11.

Niemand had bezwaar tegen deze bepalingen die de tijdelijke vervanging van magistraten voorzien of de opdracht aan een werkelijken rechter van de functiën van onderzoeksrechter.

ART. 12.

Artikel 201 der wet van 18 Juni 1869 bepaalt: « Wanneer de eerste voorzitter van een Hof of de voorzitter eener rechtbank in het geval verkeert te worden vervangen in functiën die hem speciaal zijn toebedeeld, dan wordt hij vervangen door den oudste der voorzitters of ondervoorzitters en, bij ontstentenis dezes, door den oudste der raadsheeren of rechters ».

Het ontwerp handhaaft dezen regel, doch voorziet dat daarvan kan worden afgeweken, zoo de behoeften van den dienst het eischen of bij het openvallen van de plaats. Artikel 12 geeft aan den eersten voorzitter van het Hof van beroep van het rechtsgebied, het recht

den plaatsvervanger van den voorzitter eener rechtbank aan te duiden onder de ondervoorzitters en zelfs onder de rechters van die rechtbank.

Sommige leden der Commissie hebben zich afgevraagd of dit een gewenschte nieuwigheid is, of het verkieslijk ware te dezer den regel te volgen van den dienstouderdom voorzien bij de wet van 1869. Deze regel wordt geëerbiedigd voor het voorzitterschap der terechtzittingen, hij is redelijk. De eventuele vervanging van den voorzitter behoort tot de virtueele bevoegdheid van elken rechter en het gaat niet op dat de titularis van een rechtelijk ambt onbekwaam zij al de functiën daarvan te vervullen. De rechters kunnen ook allen worden geroepen om als alleensprekenden te zetelen.

Zou het vonnis over den grond der zaak minder bekwaamheid vergen dan het voorloopig vonnis waarvan het ontwerp de zorg wil overdragen aan een speciaal aangeduiden magistraat? Op te merken valt dat er hier geen sprake is aan een door den eersten voorzitter te kiezen rechter eene bijzondere rechtsbevoegdheid toe te kennen, zooals die van de kinderrechters of van de onderzoeksrechters; de opdracht door het ontwerp voorzien is die welke elke rechter, uit hoofde van zijn functie, moet kunnen waarnemen. Zal men ten slotte den oudsten magistraat geen onverdienden blaam toedienen met boven hem een jongeren collega te verkiezen voor een functie die normalerwijze hem moest toekomen?

Het ontwerp haalt het voorbeeld aan van artikel 6 der wet van 31 Juli 1920, dat aan de hoofden der parketten de zorg overlaat, in geval van belet van hunnentwege, hun plaatsvervanger aan te wijzen. Het komt echter voor dat eene gelijkstelling tusschen de diensten van het parket en die der rechtbank in dit opzicht niet opgaat. Het hoofd van het parket behoudt zich over het algemeen een deel van den arbeid voor, dat volkomen in aard verschilt van wat

normaal wordt toebedeeld aan de advocaten-generaal aangeduid voor den dienst der terechtzittingen, of aan de substituten aangesteld voor den dienst der assisen of voor opdrachten hun op bevel van hunne overste opgelegd. In de rechtbank integendeel hebben de magistraten een gelijkaardige opdracht en zijn zij onafhankelijk.

De meerderheid der Commissie stelt den Senaat voor artikel 12 te verwerpen.

C. — HOVEN VAN BEROEP.

ARTT. 13 tot 18.

Tegen deze artikelen had niemand eenig bezwaar. De hervorming ingevoerd bij de voorloopige wet van 25 October 1919, achtereenvolgens verlengd op 30 Juli 1921, 7 Augustus 1924 en 21 Augustus 1925 en die, in haar eenig artikel, bepaalt dat de hoven van beroep zetelen met een vast getal van drie raadsheeren, met inbegrip van den voorzitter, lijkt, zooals het verslag vaststelt, voorgoed te hebben gezegevierd. In militiezaken, evenals in fiscale, correctioneele en burgerlijke zaken bleek het stelsel uitstekend en niemand heeft er nog bezwaar tegen.

Een enkele aanmerking, althans.

Het verslag schijnt toe te geven dat kamers der hoven van beroep zullen voorgezeten worden door raadsheeren die den titel van voorzitter niet hebben. De Commissie is van meening dat zoo sommige tijdelijk samengestelde kamers zooals, bij voorbeeld, bij uitzondering een Vlaamsche correctioneele kamer, door een raadsheer kunnen worden voorgezeten, het toch past dat al de kamers der hoven van beroep zouden worden voorgezeten door een raadsheer met den titel van voorzitter.

D. — HOF VAN VERBREKING.

ART. 19.

Dit artikel stelt de intrekking voor

van het eerste lid van artikel 134 der wet van 18 Juni 1869, luidende als volgt : « Elke kamer van het hof van verbreking bestaat uit acht raadsheeren met inbegrip van den voorzitter ».

Deze intrekking is het gevolg van de bepaling van artikel 20 en moet door den Senaat worden goedgekeurd zoo artikel 21 wordt aangenomen.

ART. 20.

Artikel 133 der wet van 18 Juni 1869 luidt : « De arresten mogen slechts gewezen worden met het vaste getal van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. »

Het ontwerp, in zijn artikel 20, vangt in den tekst het woord « zeven » door « vijf » en het verslag zegt, tot staving dezer wijziging : « Indien de vermindering van vijf tot drie van het aantal leden van den zetel, noodig om in hooger beroep arrest te verleenen, definitief gehuldigd is, blijkt het logisch het aantal leden van den zetel noodig om in verbreking uitspraak te doen, van zeven op vijf terug te brengen. »

Deze reden scheen niet afdoende voor de Commissie waarvan verscheidene leden van meening waren dat het groote gezag dat uitgaat van de arresten van het Hof van verbreking niet zoozeer te wijten is aan de hooge waarde der magistraten die daarin zetelen, als wel aan de omstandigheid dat deze arresten worden gewezen, na een rijp onderzoek door een groot aantal hunner. Zullen de uitspraken van het Hof nog denzelfden eerbied inboezemen wanneer elke kamer nog vijf raadsheeren tellen zal ?

Dit durven deze achtbare leden betwijfelen.

De meerderheid der Commissie evenwel achtte, met het verslag, dat het aantal van vijf magistraten in den zetel gehandhaafd voldoende zou zijn om aan de arresten van het Hof hun onmisbaar gezag te behouden, en zij heeft de voorgestelde vermindering goedgekeurd van zeven op vijf raadsheeren per

kamer, vermindering die onvermijdelijk is geworden uit hoofde van het wetsontwerp tot vermindering van het personeel van het Hof.

ART. 21.

Elk commentaar op deze bepaling is overbodig.

E. — ALGEMEENE VERGADERINGEN.

ART. 22 en 23.

Deze artikelen die de vervolgingen in tuchtzaken regelen worden gerechtvaardigd op bladzijden 11 en 12 van het verslag.

Eenparig heeft de Commissie de wijzigingen goedgekeurd die zij aan de bestaande wetten toebrengen, onder meer wat betreft de afschaffing van de openbaarheid bij de berechting van de vervolgingen tegen advocaten en notarissen en de samenstelling der algemeene vergaderingen die over de vervolgingen uitspraak moeten doen.

II

Bepalingen betreffende het dienstreglement in de rechtbanken, de hoven en de griffies.

A. — RECHTBANKEN EN HOVEN.

ART. 24 tot 30 en 34.

Artikel 2 der wet van 18 Juni 1869 luidt als volgt : « De zetel en het rechtsgebied der vredegerichten worden vastgesteld bij de tabel bij deze wet gevoegd ».

Artikel 24 van het ontwerp houdt geen verband met deze bepaling, waarvan het wetsontwerp op de vermindering van het personeel van Hoven en rechtbanken de intrekking voorstelt; het zal enkel in de wet van 1869 de plaats innemen van artikel 2, zoo dit

door de wetgevende macht wordt ingetrokken.

De artikelen 24 tot 30 wijzigen feitelijk artikel 209, paragraaf 2 der wet op de rechterlijke inrichting, die aan den Koning het recht geeft, op advies der Hoven van beroep, het aantal en den duur te bepalen van de terechtzittingen der verschillende kamers, der Hoven en der rechtbanken van eersten aanleg, van koophandel, der vredegerichten en der politierechtbanken.

Het advies der Hoven van beroep wordt, door het ontwerp, op grond van de redenen aangegeven in het verslag van het Bestendig Comité bl. 14 en 15, volgens de gevallen, vervangen door dit van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, van den procureur des Konings, van den eersten voorzitter van het Hof van beroep en van den procureur generaal.

Het nieuwe beginsel dat de Commissie heeft goedgekeurd heeft voor gevolg de intrekking van de artikelen 81 en 209 der wet van 1869; de vervanging, in deze wet, van artikel 16 door artikel 25 van het ontwerp betreffende de rechtbanken van eersten aanleg, van artikel 58 door artikel 26 dat de rechtbanken van koophandel betreft, van artikel 80 door artikel 27 van het ontwerp betreffende de Hoven van beroep; ten slotte de toevoeging, aan artikel 132, van een tweede lid waarvan artikel 29 van het ontwerp ons den tekst geeft.

Artikel 34 dat aan den Koning het recht geeft den dienst te regelen in de Hoven en rechtbanken, op advies der autoriteiten in dit artikel vernoemd, steunt op de redenen die het Bestendig Comité en de Commissie voor de Justitie hebben aangezet aan een Koninklijk besluit de zorg over te laten, voor de verschillende rechtscolleges, het aantal en den duur der terechtzittingen te bepalen en, bij voorkomend geval, het aantal kamers en de bevoegdheid van elk harer. De goedkeuring van dit artikel heeft voor gevolg de intrekking van artikel 208 der wet van 1869.

ART. 32.

Oneindig veel kiescher is de bepaling voorgesteld bij artikel 32 van het ontwerp.

Artikel 20 der wet van 1869, dat door artikel 32 moet worden aangevuld, luidt : « Er is een onderzoeksrechter bij elke rechtbank van eersten aanleg. Eén of meer onderzoeksrechters worden aangesteld bij de rechtbanken van eersten aanleg alwaar de Koning het dienstig acht volgens de behoeften van den dienst. »

Wanneer verscheidene onderzoeksrechters aan een rechtbank zijn gehecht, behelst de thans geldende wet geen bepaling over de wijze van toebedeeling der zaken onder hen. Die toebedeeling geschiedt thans, zegt het verslag op bladzijde 15, links onderaan en rechts bovenaan, volgens een diensttabel : een zaak wordt van rechtswege toegekend aan den rechter die van dienst is den dag waarop de vordering tot nadere informatie onderteekend wordt. En het Bestendig Comité is van meening dat aan dit stelsel verschillende bezwaren kleven waarvan de voornaamste zijn : « Wanneer de zaak niet dringend is, kan het parket, door met de onderteekening van de vordering te wachten totdat deze of gene rechter van dienst is, feitelijk zelf de toewijzing doen, hetgeen niet mag wezen. Is de zaak dringend, dan moet zij onvermijdelijk ter kennisneming worden voorgelegd aan den van dienst zijnden rechter. Onvermijdelijk gevolg : sommige rechters moeten kennis nemen, en van de zaken hun door het parket voorbehouden, en tevens van de dringende zaken die door de omstandigheden worden aangebracht : daardoor zijn zij overlast ».

Om aan deze bezwaren tegemoet te komen, stelt het ontwerp voor de zaken door den voorzitter der rechtbank onder de onderzoeksrechters te doen verdeelen.

Verscheidene leden hebben dit voorstel bekampt, wijl zij achten dat de voorzitter van een rechtbank met verschil-

lende kamers werk genoeg heeft met de talrijke bezigheden van zijn ambt om er hem geen nieuwe op te leggen.

Zoo de taak waarmede artikel 32 van het ontwerp den voorzitter wil belasten van belang was, dan zou men begrijpen dat men van den eersten magistraat van den zetel vergen zou dat hij daaraan zijn aandacht en zijn tijd zou wijden. Het geldt echter enkel de verdeeling onder de onderzoeksrechters van de te onderzoeken zaken, verdeeling die, voor de meeste zaken, mechanisch zal geschieden in de volgorde van de vordering van het parket. Waarom dus den procureur des Konings niet daarmede belast? Kan men niet evengoed het hoofd van het parket als den voorzitter belasten met de vervulling van een bestuursarbeid die natuurlijk tot de bevoegdheid van het parket behoort? Is deze magistraat niet evenveel vertrouwen waard als de voorzitter van de rechtbank voor de keuze van een magistraat met het oog op het onderzoek van elke zaak? Deze leden zijn van meening dat, op dit gebied, er geen wet hoeft te worden gemaakt en dat de hoofden van het parket moeten kunnen handelen in het belang van den dienst. Dezen handelen overigens enkel onder toezicht van het parket generaal, wat een ernstige waarborg is voor een degelijke en nuttige leiding.

Op grond van deze beschouwingen is de Commissie eensgezind om aan den Senaat voor te stellen artikel 32 te verwerpen.

ART. 31.

Deze bepaling die in het verslag op bladzijde 15, links en rechts, wordt gerechtvaardigd, lokte in den schoot der Commissie geen opwerpingen uit.

ART. 33.

Dit artikel werd zonder aanmerking aangenomen.

ART. 35.

Het ontwerp, om de redenen uiteen-

gezet in het verslag bladzijde 16, rechts, lid 1 en 2, vertrouwt de kennisneming van het hooger beroep van uitspraken op kortgeding toe aan de burgerlijke kamers van het Hof van beroep; doch het voorziet dat dergelijke zaken in hooger beroep op nuttige wijze zouden dienen te worden toegewezen aan dezelfde kamer, om uiteenlopende rechtspraak te vermijden naar aanleiding van vonnissen door verschillende kamers gewezen over dezelfde rechtskundige vraagpunten.

De Commissie heeft zich bij den tekst van de Regeering aangesloten.

ARTT. 36 tot 38.

Deze artikelen, die den dienst der vacatiekamers regelen, werden zonder meer goedgekeurd.

B. — GRIFFIES.

ART. 40.

Deze bepaling behoeft geen betoog.

ARTT. 41 en 42.

Deze bepalingen, die op twee bijzondere gevallen slaan, voeren in de bestaande wetgeving onbetwistbare verbeteringen in; de Commissie heeft haar bij eenparigheid der aanwezige leden goedgekeurd.

III

Bepalingen betreffende de bevoegdheid en den aanleg in burgerlijke zaken en in handelszaken.

A. — VREDEGERECHTEN. BEVOEGDHEID EN AANLEG.

ART. 43.

Artikel 43 huldigt in zijn paragraaf 2

het beginsel van artikel 1 der wet van 11 Februari 1925, dat aan de vrederechters bevoegdheid toekent in al de burgerlijke zaken die niet over een bedrag loopen dat 2,500 frank overschrijdt.

In paragraaf 3 bepaalt het het bedrag van den hoogsten aanleg, voor het vrederecht op de som van 400 frank.

Op grond van de overwegingen uiteengezet in het verslag van het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving, (bl. 17 rechts en 18) heeft uwe Commissie zich aangesloten bij deze voorstellen.

ART. 44.

Artikel 3 der wet van 25 Maart 1876, dat voor sommige zaken, welk ook het bedrag van den eisch weze, de bevoegdheid van de vrederechters verruimt, stelt evenwel, in sommige gevallen, hun recht uitspraak te doen afhankelijk van de voorwaarde dat de titel, het bezitsrecht, de rechten van erfdienstbaarheid of van gemeenschap van den muur niet betwist worden — artikel 7 der wet van 25 Maart 1876 — en eischt, in andere gevallen, dat de zaken van burgerlijken aard wezen.

De opstellers van het ontwerp, om nieuwe geschillen te vermijden welke deze beperkingen moesten doen rijzen en deden rijzen inzake de bevoegdheid der vrederechters, zijn van meening dat zij dienen te worden ingetrokken. Eenerzijds zou artikel 7 der wet van 25 Maart 1876 worden ingetrokken, wat aan de vrederechten toelaten zou uitspraak te doen over geschillen die bij artikel 3 der wet van 1876 werden voorzien, zelfs wanneer de titel betwist wordt of wanneer het geschil ten aanzien van een der partijen over handelszaken loopt.

Anderzijds zouden de vrederechters uitspraak doen over sommige geschillen, namelijk die voorzien bij paragraaf 3 van artikel 44, zelfs wanneer zij van commercieelen aard mochten zijn.

Dit is een nieuwigheid van belang;

want ofschoon het slechts tusschengeschillen zijn van vorderingen voor de vrederechters aangebracht krachtens artikel 3 der wet van 1876, zooals het ontwerp dit wijzigt, zouden de zaken van rechtsgeldigheid van den titel, van werkelijkheid of omvang der eigendomsrechten of der erfdienstbaarheden, van bestaan eener gemeenschap, niettemin door hen moeten worden berecht tenzelfden titel alsof zij hoofdvorderingen waren. Doch als beperking van de verruiming van de bevoegdheid der vrederechters, stelt het ontwerp voor hunne bijzondere bevoegdheid te beperken tot geschillen die niet over een hoogere waarde dan 10,000 frank loopen.

In den schoot der Commissie werd deze beperking door sommige leden gegispt. Een hunner was van meening dat men diende, ofwel de bijzondere bevoegdheid der vrederechters, bron van talloze gedingen, af te schaffen, ofwel zoo men vrede had met het beginsel van het ontwerp, toch geen stap achteruit te doen op de wet van 1876 die te dezer zaken bevoegdheid toekent aan deze magistraten, welke ook het bedrag van den eisch weze.

Eensgezind heeft uwe Commissie zich bij deze laatste oplossing aangesloten.

Zij was van meening dat de tusschengeschillen waartoe de gedingen, bedoeld bij artikel 44 van het ontwerp, zouden aanleiding geven, in de meeste gevallen, slechts van zulk gering belang zullen zijn dat zij verwijzing naar een ander rechtcollege niet voor gevolg hebben, en dat, gesteld dat de eisch over meer dan 10,000 frank loope, het beroep dat aan partijen openstaat voor de burgerlijke rechtbank zetelende met drie rechters, een voldoende waarborg was voor een goede rechtsbedeeling.

Het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving doet het terecht uitschijnen (Verslag, bl. 45, links) : « De essentiële waarborg aan de pleiters gegeven door de instelling van den tweeden graad van rechtsmacht, bestaat hierin dat de zaak tweemaal onderzocht

wordt en de tweede maal door een college van rechters. Het is een bijkomende waarborg van tamelijk ondergeschikt belang dat dit college samengesteld zij uit magistraten met lange ondervinding. Die waarborg moet zonder spijt opgeofferd worden aan de vereenvoudiging der rechtspleging die voortspuiten moet uit de samenvoeging der vorderingen door de uitbreiding van den wedereisch. » Zoo dit geldt voor den wedereisch, dan geldt het eveneens waar het erop aan komt, naar aanleiding van een der vorderingen waarvoor artikel 3 der wet van 1876 alleen aan de vrede-rechters bevoegdheid toekent, de zaken na te gaan die het ontwerp voorstelt naar de burgerlijke rechtbank te verwijzen wanneer het bedrag van den eisch 10,000 frank overschrijdt.

Sluit de Senaat zich hierbij aan, dan zouden de woorden : « tot de waarde van 10,000 frank » uit artikel 44, lid 2 moeten wegvallen en zouden n^{rs} 1^o en 2^o van artikel 3, waarvan lid 1 zou wegvallen, in bedoeld artikel 44 de n^{rs} 8^o en 9^o van artikel 2 worden.

De tekst van de verschillende nummers der hoogerbedoelde artikelen 2 en 3 werden zonder aanmerking door de Commissie aangenomen. De voorgestelde tekst, op grond van de overwegingen uiteengezet op bladzijden 18, rechts, 19 en 20, is een onbetwistbare verbetering van de thans geldende wetsbepalingen.

ARTT. 45, 46 en 47.

Zonder aanmerking werden deze artikelen aangenomen, die het gevolg zijn van wijzigingen die hooger werden gerechtvaardigd.

ART. 47bis.

Ofschoon uwe Commissie eensgezind was om de Regeering geluk te wenschen met het initiatief dat zij nam bij de indiening van talrijke en nuttige wijzigingen aan de wetten op de rechtspleging, toch was zij van meening dat

het ontwerp moet worden aangevuld met enkele maatregelen die bij hoogdringendheid zouden moeten worden aangenomen.

Onder die maatregelen komt eerst de intrekking van artikel 15 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De geachte heer Asou, die, in den schoot der Commissie, het initiatief van dit voorstel nam, rechtvaardigde het als volgt :

« Artikel 15 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, houdende regeling van de rechtspleging voor de vrederechten, wijkt af van den algemeenen regel van artikel 397 van hetzelfde wetboek naar luid waarvan elke aanleg te niet gaat bij niet-voortzetting der vervolgingen gedurende drie jaar.

» Naar luid van gezegd artikel 15 wordt, ingeval een tusschenvonnis is geveld, de zaak bepaald uitgewezen uiterlijk binnen den termijn van vier maanden na den dag van het tusschenvonnis en, na dezen termijn, is de aanleg van rechtswege vervallen.

» Deze bepaling gaf aanleiding tot talloze critieken, betwistingen en geschillen. Zij gaat uit van deze gedachte vooruitgezet door Daloz (verbo Péremption n^r 362), dat « de aard van de » rechtspraak der vrederechters, de » ringe omvang van de belangen die » voor hen op het spel staan, de eenvoud » en de bondigheid harer vormen, alles » kortom een vlug vonnis uitlokt. »

» Dit was mogelijk op een tijdstip dat dit verval na vier maanden voor het eerst werd opgenomen in de wet van 18-26 October 1790, houdende inrichting der vrederechten.

» Doch sedert de gelijdelijke uitbreidingen van de bevoegdheid der vrederechters, vooral sedert zij kennis nemen van de zoo belangrijke arbeidsongevallen, strooken de overwegingen waarop de XVIII^e eeuwse wetgever steunde, niet meer met de werkelijkheid, en de bepaling van artikel 15, in stede

van nog te kunnen worden verrechtvaardigd, is een ware hinder geworden.

» Vaak, inderdaad, en bijna steeds inzake arbeidsongevallen, moet de vrederechter achtereenvolgens een onderzoek gelasten, daarna een onderzoek door deskundigen. Het onderzoek door medische deskundigen is vaak van langen duur; de deskundige moet den verongelukte in observatie stellen : hij moet hem herhaaldelijk terugzien, aan proefnemingen onderwerpen, ontledingen verrichten of doen verrichten, als ook radiografische onderzoeken, enz, enz. En partijen, deskundigen en rechter liggen gebonden aan dien noodlottigen termijn van vier maanden die loopt vanaf het eerste tusschenvonnis, en die van rechtswege verval, want het verval is van openbare orde.

» Het doet aldus, zonder dat er eenige fout of eenig verzuim aan iemand te wijten zou zijn, den aanleg te niet, alsook de onderzoeken door deskundigen, en alles is te herbeginnen. Dat is te meer onbillijk daar alles terugvalt op den aanlegger, die het meestal niet helpen kan; het valt dus niet te verwonderen dat deze bepaling worde gegispt zoowel door de rechtzoekenden als door de rechters zelven.

» Herhaaldelijk in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, waarvan ik alsdan deel uitmaakte, was ik de tolk van die critieken en heb ik de Regeering aangezet de intrekking van deze bepaling voor te stellen.

» De gegrondheid dezer aanmerkingen willende erkennen, ten minste wat de arbeidsongevallen betreft, diende de heer Renkin, Minister van Justitie, op 19 November 1907 (Gedrukte Stukken der Kamer, zitting 1907-1908, n^r 10), een wetsontwerp in krachtens hetwelk de vorderingen tot schadeloosstelling wegens arbeidsongevallen niet voor het verval vatbaar zijn, voorzien bij artikel 15 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging.

» De Memorie van Toelichting wees ook op den ernst der aangehaalde bezwa-

ren en op de vaak voorkomende onmogelijkheid, voor de rechtzoekenden en voor den rechter, in de zaken met betrekking tot arbeidsongevallen, het geding af te wikkelen binnen den termijn van vier maanden.

» Aldus, voegt de Memorie er aan toe, » wordt de geheele rechtspleging te niet » gedaan en moet men den aanleg op » nieuwe kosten herbeginnen; de recht- » spraak is niet bij machte de strakheid » van dezen regel te verhelpen, die be- » schouwd wordt van openbare orde te » zijn. »

» Dit wetsontwerp werd naar een bijzondere Commissie verwezen en men heeft er niet meer over gehoord, ofschoon ter Kamervergadering van 21 Maart 1912, ik het met nadruk in herinnering heb gebracht bij den heer Carton de Wiart, toenmalig Minister van Justitie.

» Op te merken valt dat, wegens hooger aangehaalde bezwaren, de wetgever aan het verval krachtens artikel 15 de vorderingen onttrokken heeft tot vergoeding der schade door konijnen aan den oogst aangericht. (Art. 7bis, lid 8 der wet van 4 April 1900.)

» Ik meen dat het oogenblik gekomen is om uit onze wetgeving eene verouderde en schadelijke bepaling te doen verdwijnen, niet alleen inzake schade door konijnen aangericht, zooals de wetgever het heeft erkend, noch inzake arbeidsongevallen, zooals de Minister van Justitie het toegaf, doch op elk gebied.

» De bevoegdheid der vrederechters werd merkkelijk verruimd; zij nemen thans kennis van tal van gedingen die vroeger door de rechtbanken van eersten aanleg werden berecht; men mag dus niet meer spreken over « het geringe belang en den eenvoud » van de gedingen waarvan zij moeten kennis nemen. Iedereen dag hebben zij maatregelen van instructie te gelasten, enquesten en onderzoeken door deskundigen. Er bestaat geen reden meer om, voor hen zooals voor de rechtbanken van eersten

aanleg zich niet te houden aan den gewonen termijn van verval en aan den regel gehuldigd bij artikel 145 der wet op de rechterlijke inrichting van 18 Juni 1869, dat aan den rechter voorschrijft uitspraak te doen binnen de maand na de sluiting van de debatten.

» Men mag gerust rekenen op den iever der heeren vrederechters en op hunne toewijding aan de belangen hunner rechtsonderhoorigen om zeker te zijn dat zij er prijs op stellen, zoowel als de overige magistraten, de geschillen te slechten zodra zij voor een oplossing vatbaar zijn. »

De Commissie heeft zich eensgezind aangesloten bij deze beschouwingen, evenals bij die uiteengezet door den heer Ignace Sinzot, tot staving van het voorstel dat hij op 21 December 1926 bij de Kamer indiende (Gedrukte Stukk., n^o 56). Zij heeft dus de eer aan den Senaat voor te stellen een nieuw artikel 57bis in te lasschen dat luiden zou als volgt :

« Artikel 15 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging wordt ingetrokken. »

ART. 47ter.

Een tweede wijziging die de Commissie aan den Senaat voorstelt slaat op artikel 9 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging en op artikel 178 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Naar luid van hoogerbedoeld artikel 9, moeten de voor den vrederechter gedagvaarde partijen voor hem verschijnen « in persoon of door hunne gemachtigden ».

Artikel 3 der wet van 11 Februari 1925 heeft deze bepaling volgenderwijze aangevuld : « Worden slechts toegelaten om te pleiten als gevolmachtigden, de advocaten of de personen die bijzonder door den voorzitter in elke zaak zijn aangenomen ».

Vóór de wet van 1869, werd eenieder als gemachtigd toegelaten mits hij voor-

zien weze van een bijzondere, hetzij authentieke, hetzij onderhandsche geregistreerde volmacht.

Doch de wet op de rechterlijke inrichting, in haar artikel 117, verbiedt aan partijen « met hare verdediging hetzij mondelinge, hetzij schriftelijke, te belasten, zelfs ten titel van raadgeving, de rechters titularissen in werkelijken dienst, de procureurs-generaal, procureurs des Konings, hunne substituten, de griffiers en toegevoegde griffiers bij de hoven en rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de griffiers bij de vrederechten, zelfs voor andere rechtbanken dan die waarbij zij hun ambt vervullen ».

De plaatsvervangende rechters worden niet door deze bepaling getroffen; artikel 178 der wet zegt het uitdrukkelijk : « De bepalingen der vorige drie artikelen zijn niet van toepassing op de plaatsvervangende rechters die, evenwel, deurwaarder noch ontvanger van belastingen mogen zijn ».

De wet van 11 Februari 1925 heeft den toestand in niets gewijzigd over het algemeen levert dit geen enkel bezwaar op. Doch, het recht voor de advocaten partijen te vertegenwoordigen voor de vrederechten waaraan zij als plaatsvervangende rechters zijn toegevoegd en daarvoor te pleiten, heeft in sommige gevallen aanleiding gegeven tot ernstige misbruiken die een advocaat van de Brusselsche balie, M^{ter} Vanweddingen, aan de kaak heeft gesteld in een verslag verschenen in het *Journal des Tribunaux*, jaargang 1926, n^o 3033 (bijvoegsel), bladzijden 37 en 38. Zooals dit verslag het doet opmerken, « kan de advocaat plaatsvervangend vrederechter, zich verplicht zien en ziet hij zich noodzakelijk verplicht geschillen te be-rechten waarmede rechtzoekenden gemoeid zijn die of zijn cliënten of zijn tegenstrevers zijn geweest; hij geniet voordeelen die rechtstreeks indruischen tegen het beginsel van volstreekte gelijkheid dat tusschen de leden der balie moet bestaan...; het gezag van het gerecht

komt in opspraak door het schouwspel dat de terechtzitting oplevert van die verwisselbare advocaten-rechters, die over en weer loopen tusschen de balie en den zetel, den zetel en de balie... »

Deze bezwaren zijn van werkelijken aard en uwe Commissie is van meening dat zij dienen verholpen. Dit is des te meer noodzakelijk daar de bevoegdheid van de vrederechters merklijk wordt verruimd door het ontwerp van de Regeering en dat het gevaar der bezwaren waarop werd gewezen des te meer uitbreiding nemen zal.

Het verbod mag echter niet dermate worden strakker gemaakt dat daaronder de beslist nuttige instelling der plaatsvervangende rechters zoulijden. Intal van kantons deden zich de misbruiken niet voor die in het arrondissement Brussel werden vastgesteld. Zoo het in beginsel gepast is aan de plaatsvervangende rechters, doctoren in de rechten, te verbieden als gevolmachtigden van partijen op te treden of voor haar te pleiten vóór het vredegerecht waarbij zij hun ambt vervullen, toch moet de Koning dit verbod kunnen opheffen wanneer het belang van de rechtsbedeeling zulks vergt. Uwe Commissie stelt U derhalve voor, aan artikel 178 een tweede lid toe te voegen dat luiden zou :

« Evenwel, en behoudens steeds herroepbare machtiging door den Koning te verleenen, mogen de plaatsvervangende vrederechters, doctoren in de rechten, geen gemachtigden van partijen zijn, noch voor haar pleiten vóór het vredegerecht waarbij zij hun ambt vervullen ».

Daareven hebben wij gezegd dat de gemachtigden vóór het vredegerecht gehouden zijn zich te voorzien van een bijzondere, hetzij authentieke, hetzij onderhandsche geregistreerde volmacht. (Zie BELTJENS, *Code de procédure civile*, boekdeel I, blz. 424. n^o 2, lid 3.)

Over het algemeen vergen de vrederechters van de ingeschreven advocaten niet het bewijs van het mandaat waarmee zij zich belast verklaren wanneer

zij voor hen uit naam van hunne clienten verschijnen. Zij gelooven den advocaat op zijn woord, en zij hebben gelijk. Doch er bestaan uitzonderingen, en sommige vormelijke magistraten weigeren gehoor aan den advocaat die niet houder is van de volmacht. Aan zulk gebruik dient een einde gesteld, want het is even schadelijk voor de belangen van de rechtzoekenden als voor de waardigheid der Orde. Uwe Commissie stelt U voor aan artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek een tweede lid toe te voegen luidende : « De advocaat die bevestigt gemachtigd te zijn wordt op zijn bewering geloofd ».

ART. 47quater.

Naar luid van artikel 9 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in betwiste zaken, moet het beroep van de in eersten aanleg door de vrederechters gewezen vonnissen aangebracht worden vóór de rechtbanken van eersten aanleg.

Het ontwerp wijzigt deze bepaling niet, doch de vrederechters die, krachtens hoogerbedoelde wet (art. 2), kennis namen van de burgerlijke vorderingen in hoogsten aanleg tot een bedrag van 100 frank, en in eersten aanleg tot een bedrag van 300 frank, zullen voortaan zoo de voorstellen van de Regeering, aangenomen door uwe Commissie, door de wetgeving worden bekrachtigd, uitspraak hebben te doen over burgerlijke geschillen in hoogsten aanleg, tot een bedrag van 400 frank, in eersten aanleg tot een bedrag van 2,500 frank (art. 43 van het ontwerp).

Dit stelsel is in voege sedert de wet van 11 Februari 1925.

Daarbij komt dat, voor de geschillen voorzien bij artikel 44 van het ontwerp, het beroep eveneens voor de rechtbanken van eersten aanleg zal worden aangebracht, wanneer de waarde 400 frank overschrijdt.

Voor de rechtbanken van eersten aanleg echter, is de bijstand van pleitbezorgers verplicht (art. 61 en 75 van

het Wetboek van burgerlijke rechtspleging) en, sedert de toepassing van het tarief van 27 Maart 1924, zijn de kosten die deze bijstand met zich brengt in merkelijke mate toegenomen.

In elke rechtspleging in hooger beroep vóór de rechtbank van eersten aanleg, op tegenspraak of als zoodanig beschouwd, wordt voor elken pleitbezorger toegekend : 1^o een vast recht van 50 fr., op 25 frank gebracht zoo het voorwerp van den eisch niet meer dan 1,500 frank bedraagt (art. 2); 2^o een evenredig recht van 2 t. h. op het samengevoegd bedrag der laatste conclusiën zoowel in de hoofdzaak als op tusschenvordering of in reconventie (art. 5) ; correspondentiekosten 5 frank (art. 59), buiten de uitschotten.

Gesteld een vordering over een waarde van 500 frank : dan zullen partijen te betalen hebben voor den bijstand van twee pleitbezorgers een minimum van 80 frank; zoo de waarde van de vordering 2,500 frank bedraagt, zullen de kosten ten minste 210 frank bedragen. Men voege daarbij de kosten van dagvaarding en registratie der vonnissen en, in vele gevallen, zal het bedrag van de kosten de waarde, waarover het geschil loopt, overschrijden !

Is dergelijke uitgave wel noodig voor een degelijke rechtsbedeeling?

Daarop zal het antwoord beslist ontkennend luiden; de proef werd genomen op het gebied van huurovereenkomsten. Het aantal gevallen van beroep van de vonnissen door de vrederechten gewezen is voor de rechtbanken van het land tot duizenden gestegen. De ambts-hulp van de pleitbezorgers was niet vereischt en de groote meerderheid van de vorderingen werd berecht zonder hunnen bijstand, zonder eenig bezwaar, noch voor het onderzoek der zaken, noch voor hare berechting.

Wenschende in de meest ruime mate, vooral voor de geschillen van gering belang, de kosten van rechtspleging te besnoeien, en bekommerd om het hoofdbelang van de rechtzoekenden, stelt

uwe Commissie U voor, voor het beroep van de vonnissen der vrederechten denzelfden regel te doen gelden als dien onlangs, op het stuk van huurovereenkomsten, gehuldigd werd bij artikel 34, lid 4 der wet van 28 December 1926. Ziehier den tekst :

« De volgende bepaling vormt de slotalinea van artikel 61 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging :

» In geval van beroep van de vonnissen door de vrederechten gewezen, is het optreden van pleitbezorgers niet verplichtend gesteld; hun eereloon komt niet in aanmerking voor de taxe. De dagvaarding voor de rechtbank in beroep moet op vasten datum geschieden, mits inachtneming van de termijnen voorzien bij de artikelen 72 en volgende van dit Wetboek ».

B. — RECHTBANKEN VAN EERSTEN AANLEG.

Bevoegdheid. — Exceptie van onbevoegdheid.

ARTT. 48 tot 52.

Eensgezind heeft uwe Commissie zich verheugd over de grondige wijziging die het wetsontwerp toebrengt aan de strakke regelen van artikel 8 der wet van 25 Maart 1876.

Terugkeerend tot het stelsel der extra-parlementaire Commissie, die de wet van 1876 had voorbereid, laat de Regeering de voor de burgerlijke rechtbank gedagvaarde partij vrij, alswanneer het geschil vóór een andere rechtbank had moeten worden aangebracht, aan de burgerlijke rechtbank de zorg over te laten uitspraak te doen over de vordering. Zoo de gedagvaarde niet bij den aanvang van den aanleg — *in limine litis* — de exceptie van onbevoegdheid opwerpt, dan kan hij haar in het vervolg niet meer tegenstellen en, noch de rechter in eersten aanleg, noch de rechter in hooger beroep, noch het Hof van Cassatie, zijn gemachtigd haar van ambtswege op te werpen. (Verslag van het Bestendig Comité, blz. 34 tot 36.)

Aldus zullen partijen die, gedurende jaren wellicht, hare zaak hebben bepleit, zoowel in hooger beroep als in eersten aanleg, zonder te vermoeden dat het geschil voor een onbevoegde rechtbank werd gebracht, geen gevaar meer loopen geheel de rechtspleging te niet zien doen door het Hof van Cassatie, omdat de in het ongelijk gestelde partij of het Hoogste Hof, van rechtswege *in extremis* deze exceptie van onbevoegdheid zouden ontdekt hebben.

Aldus nog zullen worden voorkomen, zoo de gedagvaarde erin toestemt door de burgerlijke rechtbank te worden gevonnisd, talrijke gedingen over de bevoegdheid van attributie, bron van hooge kosten en verlies van kostbaren tijd.

Het blijft noodzakelijk verstaan dat, zoo de verwerende partij, gedagvaard, hare verwijzing aanvraagt en van de rechtbank bekomt, de eischer, krachtens het algemeen beginsel vervat in artikel 130 van het Wetboek van Rechtspleging, verwezen moet worden in de kosten van het geding dat hij ten onrechte heeft ingesteld.

Om de redenen afgeleid uit het verslag van het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving, stelt uwe Commissie aan den Senaat voor hoogerbedoelde bepalingen ongewijzigd goed te keuren.

C. — RECHTBANKEN VAN EERSTEN AANLEG EN VAN KOOPHANDEL.

Bedragen in hoogsten aanleg.

ARTT. 53 tot 57.

Het bedrag in hoogsten aanleg, bij artikel 16 der wet van 25 Maart 1876 voor de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en voor de uitspraken op kortgeding op 2,500 frank bepaald, wordt tot 10,000 frank opgevoerd bij artikel 53 van het ontwerp. Het verslag van het Bestendig Comité stelt vast dat dit cijfer werd overgenomen uit een voorstel van onzen

geachten collega Deswarte, die het rechtvaardigde op grond van de wijziging van de koopkracht onzer munt. (Verslag van het Bestendig Comité, blz. 21 rechts, en 22 links, en 17 rechts *in fine*.) Terecht schreef de heer Thonissen in zijn verslag over de wet van 1876, blz. 304-305, dat « zoo het wijs in vanwege den wetgever het aantal gedingen te herperken, het even voorzichtig is niet al te veel de mogelijkheid te besnoeien van beroep tegen bedrog of kwade trouw der partijen en, soms zelfs, tegen de dwaling en den willekeur van de rechters ». Vergeleken bij het bedrag van 2,500 frank vóór den oorlog, scheen het cijfer van 10,000 frank voor het bedrag van den hoogsten aanleg, aan uwe Commissie een billijke grens, die beantwoorden zal aan de belangen voor welker eerbiediging, naar het getuigenis van den heer Thonissen, de wetgever voor plicht heeft zorg te dragen.

Bij eenparigheid der aanwezige leden stelt zij aan den Senaat de goedkeuring voor van artikel 53 en van de artikelen 54 tot 57, die enkel sommige wetsbepalingen in overeenstemming brengen met den nieuwen regel door artikel 53 gehuldigd.

ART. 57bis.

Op twee punten legt de logica op de bepalingen te verruimen van artikel 12 der wet van 25 Maart 1876, op de bevoegdheid van de rechtbanken van koophandel; deze verruiming van de consulaire rechtspraak zal beslist niet het minste verzet kunnen uitlokken en een merkelijke verbetering brengen in de wetgeving op de bevoegdheid.

A. Artikel 12, 2^o, van hoogerbedoelde wet, doet de rechtbanken van koophandel kennis nemen van de geschillen tusschen de vennoten of tusschen beheerders en vennoten eener handelsmaatschappij. Deze tekst die beperkend moet worden verklaard zooals al diegenen die uitzonderlijke rechtscolleges in het leven roepen, is niet van toe-

passing op de geschillen tusschen handelsvennootschappen en hare commissarissen. De rechtspraak aarzelt zelfs hem uit te breiden tot de geschillen tusschen de handelsvennootschappen en hare vereffenaars. De gronden dezer bepaling zijn nochtans dezelfde voor de drie soorten van gedingen en zij rechtvaardigen ook de verruiming van de bevoegdheid tot de vorderingen in te stellen door derden tegen bedoelde vennooten. Het ware dus nuttig den tegenwoordigen wetstekst dermate te wijzigen dat de bevoegdheid der rechtbanken van koophandel zich niet alleen uitbreide tot de gedingen ingespannen door de vennootschap of door vennooten tegen beheerders, commissarissen en vereffenaars van vennootschappen, doch ook door derden tegen deze personen uit hoofde van hun ambt in de vennootschap.

B. Het is een principie dat de vervoer- verrichtingen door den Staat uitgevoerd een burgerlijk karakter dragen. (Zie o. m. Cassatie, 14 November 1844, *Belg. Jud.* 1844, kol. 1679, *Gent. Vereenigde Kamers*, 26 Juli 1845, *Belg. Jud.* 1845, kol. 1273; Brussel, 23 December 1844, *Belg. Jud.* 1845, kol. 471.)

Het moet worden aangestipt dat wanneer hij dit vervoer inrichtte, de wetgever verhooging van de Staatsinkomsten op het oog had.

Dus, om de bevoegdheid der rechtbanken van koophandel uit te breiden tot de geschillen met betrekking tot het goederenvervoer door de Staatspoorwegen, waren er bijzondere wetsbepalingen noodig : eerst artikel 1 der wet van 16 Juli 1849; daarna artikel 12, 3^o, der wet van 25 Maart 1876.

Wegens haar uitzonderlijk karakter, zijn deze bepalingen van strenge toepassing. De betwistingen opgerezen naar aanleiding van goederenvervoer door de stoomschepen van den Staat, die wegens den vervoerder een burgerlijk karakter dragen evenals het vervoer van goederen door het spoor, blijven onderworpen

aan de burgerlijke rechtbanken; deze moeten kennis nemen van de gedingen tegen den Staat ingespannen uit hoofde van vervoer ter zee; de wetgever heeft totnogtoe de voorzorg niet genomen hen vóór de rechtbanken van koophandel te brengen.

Deze ongerijmdheid moet verdwijnen en de nieuwe wetstekst moet ruim genoeg zijn om elk vervoer van goederen door den Staat te omvatten, zelfs dit door andere middelen dan het spoor of de booten, bij voorbeeld : per vliegtuig of autobus.

De paragraaf 3 van hiernavermeld artikel 57*bis* beantwoordt aan die wensch en wijzigt den tekst van artikel 12, 3^o, der wet op de bevoegdheid derwijze dat daarin de bepaling wordt opgenomen van artikel 50 der wet van 30 Mei 1879 op de geschillen betreffende de postdiensten van den Staat

Derhalvestelt de Commissie eensgezind voor in het ontwerp, als artikel 57*bis*, de volgende bepaling te lasschen :

« De bepalingen *sub numeris* 2 en 3 van artikel 12 der wet van 25 Maart 1876 op de burgerlijke bevoegdheid, worden door den volgenden tekst vervangen :

» 2^o Van de geschillen tusschen vennooten ter zake van eene handelsvennootschap, of tusschen de beheerders, commissarissen of vereffenaars van handelsvennootschappen, uit hoofde van hun ambt;

» 3^o Van de geschillen rakende het vervoer van koopwaren door de diensten door den Staat in bedrijf genomen, alsook van die met betrekking tot de aan de post toevertrouwde diensten. »

D. — WIJZE WAAROP DE BEVOEGDHEID EN DE AANLEG WORDT BEPAALD IN ZAKE VASTE GOEDEREN.

ARTT. 58 en 59.

Op grond van de redenen uiteengezet in het verslag van het Bestendig Comité, heeft de Commissie geacht dat voor-

taan de waarde van de geschillen over onroerende zaken nog enkel zou worden bepaald door de raming daarvan door partijen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 33 der wet van 1876.

E. — WEDEREISCH, VRIJWARING, LITISPENDENTIE, VERKNOCHTHEID.

ART. 60.

1^o Wedereischen.

a) VOOR DE BURGERLIJKE RECHTBANKEN VAN EERSTEN AANLEG.

In zijne studie over de burgerlijke bevoegdheid, zet de heer J. De Paepe op duidelijke wijze uiteen wat de wedereisch is. In boekdeel II, bladz. 167-168, n^{rs} 1 en 2, schrijft hij: « Vaak, bij de tegen hem ingestelde vordering, bepaalt de verweerder er zich niet bij zijn verweermiddelen of excepties te doen gelden, hij concludeert niet dat de aanlegger niet ontvankelijk of niet gegrond in zijn eisch zou worden verklaard, doch, op zijne beurt een aanvallende houding nemend, vraagt hij dat zijn tegenstander veroordeeld worde hem iets te geven of iets te doen. De verweerder dient alsdan een wedereisch in.

Een wedereisch is dus eene vordering die de verweerder instelt tegen den aanlegger, onder vorm van een tusschen-eisch, in den aanleg waarin hij is betrokken.

Zal dergelijke vordering in elk geval moeten aanhangig blijven voor den rechter voor dewelke de hoofdeisch werd aangebracht?

Zoo de wedereisch binnen de grenzen blijft van de bevoegdheid van den rechter die kennis neemt van dezen laatsten eisch, dan bestaat er geen reden om beide eischen niet gelijktijdig aan dezelfde rechtbank voor te leggen en door haar te laten berechten.

Doch wanneer de wedereisch niet tot bevoegdheid behoort van den rechter vóór denwelke de eerste eisch werd aangebracht, hetzij omdat het geschil dat

de verweerder vóór hem wil aanbrengen behoort tot de bevoegdheid van den vrederechter of de rechtbank van koop-handel, hetzij omdat de burgerlijke rechtbank van een ander rechterlijk arrondissement daarover uitspraak heeft te doen, moet men dan nog aan de rechtbank waarbij de eerste eisch aanhangig werd gemaakt toelaten tevens over beide eischen uitspraak te doen?

Dit is het ernstige vraagstuk dat, voor de wijsheid van den wetgever gesteld, tot nog toe geen bevredigende oplossing heeft gekregen.

Artikel 37 der wet van 1876 bepaalt (§§ 1 en 2): « De wedereischen hebben, wat de bevoegdheid en den aanleg betreft, geen invloed op het vonnis over den hoofdeisch. Te dien aanzien worden zij beschouwd als hoofdeischen en aan hoogerbepaalde regelen onderworpen ».

En paragraaf 1 van artikel 50 voegt daarbij: « De rechter voor denwelke de oorspronkelijke eisch hangende is, neemt kennis van de eischen in vrijwaring en van de wedereischen, tenzij deze buiten zijne bevoegdheid liggen ».

Daaruit volgt dat de rechter bij denwelke de oorspronkelijke eisch aanhangig is, over het algemeen niet kennis mag nemen van een wedereisch wanneer deze tot de bijzondere bevoegdheid behoort van de vrederechters of van de rechtbanken van koop-handel.

Dit is de toepassing van het strakke beginsel van artikel 8 der wet van 1876, die aan de rechtbanken van eersten aanleg verbiedt kennis te nemen van de vorderingen voorbehouden aan de vrederechters, de rechtbanken van koop-handel en de werkrechtersraden.

Op dezen regel wordt enkel uitzondering geduld wanneer de wedereisch uit dezelfde zaak voortvloeit als de hoofdeisch.

Artikel 8 van het ontwerp heft het verbod op te vonnissen, voorzien bij de wet van 1876, wanneer de gedagvaarde daarin toestemt. Derhalve is het logisch dat de burgerlijke rechtbank moge uitspraak doen over al de voor haar aan-

gebrachte edereischen, welk ook de aard en het bedrag wezen.

Het nieuwe beginsel wordt gehuldigd door artikel 60 van het ontwerp dat voortaan aan de burgerlijke rechtbanken toelaat al de wedereischen die voor haar werden aangebracht, zonder uitzondering aan te houden en te berechten.

Zooals het verslag van het Bestendig Comiteit uiteenzet (blz. 40 rechts), zijn de zeer waarachtige praktische voordeelen, die er aan zouden verbonden zijn twee eischen, waarvan de elementen innig malkander door dringen, bij elkaar te voegen, wel waard dat men, om ze te verwezenlijken, niet alleen de regels van de territoriale bevoegdheid wijken doet (de wetgever van 1876 had zulks reeds gedaan), maar ook nog die andere wetgevende creatie: de principen namelijk van de stoffelijke bevoegdheid.

Reeds had de heer De Paepe het princip gerechtvaardigd van de uitbreiding der rechtsmacht in geval van wedereisch, wanneer hij schreef: « ... De rechter over de vordering van den aanlegger is noodzakelijkerwijze de rechter over de exceptie van den verweerder, doch hij is het niet noodzakelijkerwijze over zijne wedereischen. Opdat hij daarvan kunne kennis nemen, wanneer zij niet tot zijne gewone bevoegdheid behooren, moet de wetgever deze uitbreiden. Dat noemt men de wettelijke uitbreiding.

« De billijkheid vergt deze uitbreiding: zij vordert dat in den aanleg zelve waarin hij door den aanlegger wordt geroepen, de verweerder, bij wijze van vordering, en niet alleen bij wijze van exceptie, zijne wederkeerige eischen tegen zijn tegenstrever kunne stellen. Vervolgens bespoedigt het gelijktijdig onderzoek der eischen van beide partijen de rechtsbedeeling die daardoor minder kostelijk wordt; de oorzaken van twist verdwijnen sneller en de algemeene rechtsorde heeft daar alle belang bij.

» De wedereisch is zoo billijk, zoo

nuttig, dat hij zich steeds baan heeft gebroken, ondanks de hinderpalen die voor hem oprezen. »

Waarom heeft de wetgever van 1876 aldus de ontvankelijkheid van de wedereischen beperkt?

Dit zegt ons de heer De Paepe in zijn hooger aangehaald werk: « Zoo de wedereisch een wapen is dat men den verweerder noodzakelijk in de hand moet geven om tegenover den aanlegger zijn rechtmatige eischen te doen gelden, dan ligt het misbruik voor de hand: niets is gemakkelijker dan zich van dit wapen te bedienen om de vordering van den aanlegger te stuiten door denkbeeldige eischen.

» Te allen tijde werd dit misbruik vastgesteld.

.

» De wetgever staat dus voor een moeilijke taak: aan den verweerder het volle gebruik inruimen van den wedereisch en daarvan tevens het misbruik beletten.

» Het is schier onmogelijk een regel te vinden die op volmaakte wijze de uiteenlopende belangen van den aanlegger en den verweerder overeenbrengt. De wet loopt steeds gevaar den eene of den andere te veel te begunstigen. »

De wet van 1876 heeft beslist den wedereisch karig bedeed en de uitsluiting die zij voorziet tegen diegenen dezer eischen die, wegens de stof, niet tot bevoegdheid van de rechtbank behooren, kon het misbruik niet verhelpen waarvoor men was beducht en dat zou neerkomen op het « stuiten van de vordering van den aanlegger door denkbeeldige eischen ».

Het is niet wjl een wedereisch van commercieelen aard is, dat hij veeleer een denkbeeldige dan wel een gegronde vordering zou zijn, zoomin dat dergelijke eisch veeleer gegronde dan denkbeeldig zou zijn wegens zijn burgerlijken aard.

Het is dus wel terecht dat de opstel-

lers van het ontwerp, in de voorwaarden bedoeld bij artikel 60, de uitbreiding van de bevoegdheid hebben bevorderd.

Bij eenparigheid der aanwezige leden verzoekt de Commissie den Senaat dit artikel goed te keuren.

B. — VOOR DE VREDEGERECHTEN EN DE RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL.

Artikel 60 van het ontwerp, dat bepaalt dat elke wedereisch aangebracht vóór een rechtbank van eersten aanleg ontvankelijk is, welke de aard en het bedrag wezen, laat niet toe aan de andere rechtbanken kennis te nemen van dergelijken eisch dan zoo de hoofdeisch en de wedereisch uit eenzelfde zaak ontstaan.

Een lid der Commissie heeft gevraagd waarom de regel gesteld, waar het burgerlijke rechtbanken geldt, eveneens niet van toepassing zou zijn op de overige rechtsmachten. Daarop werd geantwoord dat, zoo men een algemeene bevoegdheid kan toekennen aan de burgerlijke rechtbanken, dit is omdat zij de gewone rechtsmacht vormen, terwijl de overige rechtbanken uitzonderlijke rechtscolleges zijn waarvan de bevoegdheid uiteraard streng beperkt is tot de geschillen waarover de wet hun de zorg laat uitspraak te doen.

Doch wat verstaat het ontwerp onder het woord « zaak »?

Volgens de verklaringen in het Verslag van het Comité voor Wetgeving, bladzijden 44 rechts en 45 links, zal de uitbreiding van rechtsmacht gerechtvaardigd zijn, zoo de wedereisch, met betrekking tot de oorspronkelijke vordering, niet *ex ipsâ causâ* voortkomt, maar alleen *ex eâdem causâ*.

Valt het echter niet te vreezen dat het gebruik in den tekst van het woord « zaak », om uitdrukking te geven aan de aldus in het verslag uiteengezette begrippen, een bron van geschillen worde voor de twistzieke pleiters?

Naar luid van artikel 1351 van het Burgerlijk Wetboek is de *zaak* het feit

waarop de eisch is gegrond; in dezen zin ontstaat de wedereisch uit dezelfde zaak als de oorspronkelijke eisch, zoo hij met betrekking tot dezen, *ex ipsâ causâ* voortkomt: bij voorbeeld (zie blz. 41, voetnota 1) wanneer de meester van het werk, door den aannemer gedagvaard om betaling te eischen, beweert dat er slecht werk werd geleverd, waardoor hij niet alleen den prijs niet hoeft te betalen, doch bovendien nog schadevergoeding vorderen kan.

Naar luid van artikel 23 der wet op de bevoegdheid, zooals het werd aangehaald bij het arrest van het Hof van Verbreking van 22 Maart 1900 (*Pas.* 1900, I, 187) in de *zaak* de overeenkomst of het juridisch feit dat tot onmiddellijken grondslag dient voor de vordering. In dezen zin ontstaat de wedereisch uit dezelfde zaak als de oorspronkelijke vordering zoo hij, met betrekking tot dezen laatste *ex eâdem causâ* voortkomt; bij voorbeeld (zie blz. 41 van het verslag, voetnota 1), wanneer de meester van het werk door den aannemer gedagvaard om betaling te eischen, zijn wedereisch doet steunen op dezelfde overeenkomst, zonder daarom eenige betwisting te doen oprijzen omtrent het feit van de uitvoering, dat de eischer voorstelt als zijnde de aanleidende oorzaak van de verplichting tot betalen.

Ware het dan niet beter, om het verschil aan te geven ten aanzien van de terminologie van het Burgerlijk Wetboek, te zeggen dat « de andere rechtbanken kennis nemen van de wedereischen die ontstaan zijn uit de overeenkomst of het juridisch feit die tot grondslag dienen aan de oorspronkelijke vordering? »

Zoo het woord « zaak » in al de bepalingen der wet op de bevoegdheid een gelijke beteekenis had, dan ware het geen groot euvel het in de nieuwe bepaling te bezigen; het zou daarin noodzakelijk begrepen worden in den zin die het Hof van Verbreking daaraan in hoogerbedoeld arrest heeft gehecht.

Ongelukkigwijze was de armoede van de rechtskundige terminologie oor-

zaak dat het in verschillende bepalingen van dezelfde wet in zeer uiteenlopenden zin werd gebezigd.

Aldus verstaat artikel 22 het niet in den zin van : *titel van de overeenkomst krachtens dewelke partijen beweren op te treden* van weerskanten; doch in den zin van : *feit dat de vervolgde verplichting deed ontstaan*.

Derhalve kan de schadevergoeding wegens verbreken van de overeenkomst niet worden gevoegd bij de hoofdsom, ofschoon de aanlegger om haar te vorderen steunt op de overeenkomst tusschen hem en den verweerder gesloten.

Dezelfde bezwaren ontstaan, in de praktijk, uit het gemis van eenvormigheid in de opvatting van het woord « *titel* » (Cfr. b.v. omtrent den zin van dit woord in artikel 25 der wet op de bevoegdheid, arrest van Verbreking van 8 Maart 1906, *Pas.*, I, blz. 159).

Om elk gevit te voorkomen, dat allicht kon ontstaan uit het bezigen van woorden vatbaar voor verschillende verklaring, stelt uwe Commissie voor, in artikel 60 de woorden « *uit dezelfde zaak, enz.* » te vervangen door « *uit de overeenkomst of het feit, op grond waarvan de oorspronkelijke vordering werd ingesteld, ontstaan* ».

2. — *Eischen in vrijwaring.*

Het ontwerp voorziet in paragraaf 2 van artikel 60 dat « *de rechtbank bij welke een vordering aanhangig is gemaakt, bevoegd is om kennis te nemen van den eisch in vrijwaring* ».

Deze nieuwigheid wordt op uitstekende wijze gerechtvaardigd in het verslag (blz. 49 en 50) en uwe Commissie sluit zich daarbij volkomen aan.

Wij onderstrepen dat, naar luid van het verslag (blz. 50), de vordering in vrijwaring gevoegd zal worden bij de hoofdvordering, « *zelfs indien die aanhangig gemaakt is bij een bijzondere rechtbank en zelfs in het geval dat de vordering in vrijwaring, ondersteld als afzonderlijk ingediend, tot de bevoegd-*

heid zou behooren van een rechtbank van eersten aanleg ».

Het stelsel der wet van 1876 is zoo gebrekkig dat, in de praktijk, om ernstige moeilijkheden te voorkomen, men buitenmate de aanvragen om gemeenverklaring van een vonnis had doen toemenen; men weet dat dergelijke aanvragen een empirisch middel zijn om tegenover een derde, tegen denwelke een veroordeeling niet kan worden uitgesproken door de rechtbank bij dewelke een geschil werd aanhangig gemaakt, te doen aannemen dat het te wijzen vonnis tegen hem toch kracht van gewijsde zal hebben. Voortaan zullen dergelijke aanvragen geen uitwerking hebben tegenover de vrijwaarders, vermits, in elken stand van het geding, de verweerder hen in vrijwaring kan dagvaarden voor de rechtbank voor dewelke hij zelf is gedagvaard.

ARTT. 61 tot 64.

Deze artikelen lokten geen enkele aanmerking uit.

ART. 65.

Op grond van de beschouwingen in het verslag uiteengezet, stelt uwe Commissie aan den Senaat voor zich aan te sluiten bij het nieuwe beginsel dat door het ontwerp wordt gehuldigd.

IV

Bepalingen betreffende de herroeping van bevelschriften op request.

ARTT. 66 en 67.

De artikelen 66 en 67 van het ontwerp beantwoorden aan behoeften waarop de Voorzitter van de Rechtbank van eersten aanleg te Brussel, in een op 29 Mei 1927 verschenen geleerde studie, heeft gewezen.

De maatregelen, bij deze bepalingen bedoeld, zijn van zoo dringenden aard dat sommige volksvertegenwoordigers bij het Parlement een wetsvoorstel ko-

men in te dienen, dat hetzelfde beoogt als gezegde artikelen. Dit voorstel werd op 9 Juni 1927 ter tafel gelegd (Stuk n^o 233).

Uwe Commissie heeft niet geaarzeld zich aan te sluiten bij de voorstellen van de Regeering die in het verslag worden gerechtvaardigd en zij zet den Senaat aan hen goed te keuren.

ART. 68.

Artikel 68 betreffende wijzigingen aan artikel 417 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, vergt een bondige verklaring.

Naar luid van artikel 417 heeft de Voorzitter van de Rechtbank van koop-handel tweeëlei rechten die echter in een enkelen tekst vermeld staan. In spoedeisende gevallen kan hij eenerzijds verlof geven om zelfs van dag tot dag en van uur tot uur te dagvaarden; buitendien heeft hij het recht een schuldeischer te machtigen een bewarend beslag te leggen op de roerende goederen van zijn schuldenaar, zelfs zoo de schuldeischer geen enkelen uitvoerbare titel bezit (GARSONNET, *Procédure*, boekdeel 3, blz. 352, n^o 1019; BELTJENS, *Procédure civile*, boekdeel I, blz. 903, n^o 1).

Krachtens artikel 12bis der wet van 25 Maart 1876 is de Voorzitter van de rechtbank van koophandel bevoegd om voorloopig uitspraak te doen, bij wijze van kortgeding, over al de gevallen waarvan hij den spoedeisenden aard erkent, mits zij behooren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van koophandel of van scheidsrechters in handelszaken en dat zij niet bij een bijzondere beschikking onttrokken zijn aan de bevoegdheid van het kortgeding.

In die voorwaarden, wanneer, op verzoekschrift uitgaande van een schuldeischer, de voorzitter, krachtens artikel 417, machtiging heeft verleend om beslag te leggen, zal dan de beslagene schuldenaar het recht hebben zich te voorzien in kortgeding voor den voorzitter die het beslag heeft geoorloofd,

om te bekomen dat het zou worden opgeheven? *

Uwe Commissie is van meening dat artikel 68 bevestigend antwoordt op deze vraag, onder dit enkele voorbehoud dat, bij het toestaan van het beslag, de voorzitter dit verhaal hebbe gelaten aan den persoon op wiens goederen beslag werd gelegd.

Dit voorbehoud staat uitdrukkelijk, zoowel in artikel 66 als 67, waar het beroep geldt van de bevelschriften op request door den voorzitter der burgerlijke rechtbank verleend; het is natuurlijk dat het van rechtswege staat in het geval bedoeld bij artikel 68.

ART. 68bis.

Ofschoon het ontwerp van de Regeering nuttige nieuwe bepalingen huldige inzake bevelschriften op request, toch rept het geen woord over een belangrijke vraag die moet worden opgelost, op welker zwaarwichtigheid de heer Voorzitter Gilson terecht heeft gewezen en waarvoor het wetsontwerp van den heer Poulet c. s. een doelmatige oplossing voorziet.

Ziehier het geval :

Een persoon, schuldeischer voor 10,000 frank, bekomt van den voorzitter der rechtbank de toelating beslag te leggen op aan zijn schuldenaar toekomend geld, dat zich in handen van derden bevindt. Deze derde persoon is 30,000 frank verschuldigd. Evenwel, ofschoon beslag werd toegelaten voor een bedrag van 10,000 frank, treft het beslag toch de volledige som van 30 duizend frank.

Waarom is dat het geval, hoe noodlottig voor den beslagene het verbod weze te beschikken over 20,000 frank die hij niemand schuldig is, hoe weinig nuttig voor den schuldeischer de oplossing weze waartoe de rechtspraak en de rechtsleer zijn gekomen?

Garsonnet schrijft dat het vastleggen van de beslagen schuldvordering niet

alleen het gevolg is van de algemeene beginselen op het stuk van beslag, doch ook, *a fortiori*, van de artikelen 1242 en 1944 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 9 van het decreet van 18 Augustus 1807, want een schuldeischer die geen betaling bekomen kan, mag nog veel minder zijn schuldvordering vernietigen of vervreemden.

Is dit de wet, dan moet men haar wijzigen.

Want, zooals de heer Gilson schrijft « ligt er een schreeuwend misbruik in het recht aan den schuldeischer gegeven om, voor een geringe schuld, het geheele bezit te blokkeeren van den schuldenaar, hoe groot dit bezit ook moge wezen. Dit recht offert, op onrechtvaardige wijze, aan de belangen van den schuldeischer de niet minder wettige belangen van den schuldenaar op ».

Doch hoe de wet gewijzigd ?

Krachtens de artikelen 66 en 67 van het ontwerp kan de beslagene schuldenaar, zoo de voorzitter, die het beslag heeft toegelaten, hem dit recht verleent, in verzet te komen tegen het bevelschrift krachtens hetwelk tot beslag werd overgegaan.

Dit verzet, echter, hoe nuttig het kunne wezen, zal niet beletten dat eene toelating tot beslag, zelfs na verzet beperkt tot het stipt noodzakelijke, de algeheelheid vastlegt van de gelden waarvan de derde-beslagen schuldenaar is tegenover dengene te wiens behoeve het beslag is geschied.

Men moet dus verder gaan op den weg der hervormingen.

De Fransche wet van 17 Juli 1907, door den heer Pouillet en door Voorzitter Gilson aangehaald luidt als volgt :

« L'article 567 du Code de procédure civile est remplacé par la disposition suivante :

» La demande en validité et la demande en mainlevée formée par la partie saisie seront portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie.

» En tout état de cause, et quel que soit l'état de l'affaire, la partie saisie arrêlée pourra se pourvoir en référé afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition, à la condition de verser à la caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un tiers commis à cet effet, somme suffisante arbitrée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de la saisie-arrêt, dans le cas où le saisi se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur.

» Le dépôt ainsi ordonné sera affecté spécialement aux mains du tiers détenteur à la garantie des créances pour sûreté desquelles la saisie-arrêt aura été opérée, et privilège exclusif de tout autre leur sera attribué sur ledit dépôt.

» A partir de l'exécution de l'ordonnance de référé, le tiers saisi sera déchargé, et les effets de la saisie-arrêt transportés sur le tiers détenteur. »

Zonder te raken aan artikel 567 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, woordelijk overgenomen in paragraaf 1 der wet van 1867, hebben Voorzitter Gilson en, na hem, de indieners van het wetsvoorstel, op 9 Juni 1927 ter tafel gelegd, den volgende tekst opgesteld :

« In elken stand der zaak, kan de voorzitter van de rechtbank, hetzij op verzoekschrift *ter fine* van conservatoir beslag, hetzij op eisch van de beslagene partij, deze laatste machtigen, in de Deposito- en Consignatiekas of in handen van een sequester, door hem aangesteld, een voldoende begroote som in bewaring te stellen, welke bij voorrecht zal bestemd zijn tot betaling van de oorzaken van het beslag.

» Vanaf de uitvoering van het bevelschrift, waarbij de bewaarstelling wordt gemachtigd, worden de effecten van het beslag overgedragen van de zaken, waarop het beslag toepasselijk was; op de inbewaring gestelde geldsom, van

den beslagene of den derde-beslagene op den houder der geldsom.

» De bij artikel 2 verordende regelen van bevoegdheid en van rechtspleging zijn toepasselijk op de eischen tot beperking van beslag. »

Uwe Commissie heeft dezen tekst goedgekeurd, die aan den schuldenaar alle zijne rechten waarborgt, met vrijwaring van de rechtmatige belangen van den schuldenaar en zonder nadeel voor derden. Zij stelt den Senaat voor hem te voegen bij de bepalingen van Titel VII van Boek V van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging met betrekking tot het beslag onder derden of verzet tegen afgifte; daarin zou het artikel 266 vervangen, dat overbodig wordt sedert de wet van 12 Augustus 1911 de voorafgaande poging tot vereeniging heeft afgeschaft.

Zij is echter van meening dat het laatste lid van de voorgestelde bepaling overbodig is. Het komt inderdaad voor dat, voor de vraagstukken van verzet of beroep, de regelen voorzien bij de artikelen 66 en 67, evenals de algemeene regelen betreffende de bevoegdheid en den aanleg, van rechtswege ter zake van toepassing zijn.

V

Bepalingen betreffende het onderzoek door deskundigen.

ARTT. 69 tot 72.

Zonder verzet werden de bij deze artikelen voorziene wijzigingen goedgekeurd.

VI

Bepalingen betreffende de rechtspleging in verbreking.

ART. 73.

Volkomen terecht eischt het ontwerp dat de voorzieningen in verbreking, in

strafzaken, niet mogen worden opgesteld zonder dat hun reden van bestaan degelijk bewezen zij. Het verslag van het Bestendig Comité zet de bezwaren van den tegenwoordigen toestand uiteen en rechtvaardigt de voorgestelde nieuwigheid

Zoo men echter, op rechtvaardige wijze, wil dat de belanghebbenden niet zonder grondige reden een voorziening in verbreking zouden onderteekenen dan moet men hun tijd en gelegenheid laten om redenen op te zoeken.

Onder de tegenwoordige wetgeving is zulks niet mogelijk.

Voor het Hof van Assisen, verleent artikel 373 van het Wetboek van Strafvordering aan partijen, in geval van veroordeeling, slechts drie volle dagen, na den dag waarop het arrest werd uitgesproken, om ter griffie te verklaren dat zij zich in verbreking voorzien.

Zoo de beschuldigde wordt vrijgesproken dan hebben de procureur generaal en de burgerlijke partij slechts vier en twintig uren om zich te voorzien! (art. 374).

Hoe kan men willen dat, binnen zulke korte tijdsbestekken, de belanghebbenden zich rekenschap zouden geven van de middelen die zij zouden kunnen aanvoeren tegen het gewezen arrest en de gevolgde rechtspleging?

Meestal is het arrest al eens niet overgeschreven en onderteekend bij het verstrijken van deze termijnen; het dossier van de rechtspleging ligt niet eens ter inzage voor de partijen! Om hunne gebeurlijke rechten te vrijwaren zijn de belanghebbenden dus verplicht zich, op goed valle het uit, te voorzien, mits later, hetzij in een verzoekschrift tot staving van de voorziening (art. 422 en 424 van het Wetboek van Strafvordering), hetzij in de memorie voorzien bij artikel 53 van het decreet van 15 Maart 1815, de middelen uiteen te zetten die zij inmiddels hebben kunnen ontdekken.

Gaat de wetgever op de voorstellen

van de Regeering in, dan moeten deze termijnen noodzakelijkerwijze worden verlengd.

De Commissie is van meening dat het noodig ware hen tot tien dagen te verlengen, bestek dat voorzien wordt voor het beroep in correctioneele zaken en in politiezaken en reeds op een bijzonder punt werd aangenomen bij artikel 3 der wet van 9 Maart 1908.

In een ander opzicht nog zou het Wetboek van Strafvordering ter zake moeten worden aangevuld.

Naar het getuigenis van Beltjens (*Code de Procédure criminelle*, boekdeel 2, blz. 102, n^r 1), « behelst de wet geen bepaling betreffende den termijn voor de voorziening tegen de beschikkingen in correctioneele en politiezaken ».

Bij analogie past men op de cassatieberoepen van deze vonnissen de regelen toe van artikel 373 van het Wetboek van Strafvordering. Het lijkt ons dat het passen zou dat, bij de wijziging van de artikelen 373 en 374, men dezelfde termijnen zou bepalen voor al de gevallen waarin, naar luid der wet, een voorziening in verbreking is toegelaten. Wel te verstaan slaan de voorgestelde wijzigingen enkel op de bij de artikelen 373 en 374 voorziene gevallen en de eindvonnissen in correctioneele en in politiezaken.

Dergelijke ongehoorde leemte moet worden aangevuld.

Wanneer, in correctioneele of in politiezaken, in beroep wordt gegaan van een beslissing door verklaring ter griffie, zooals het voorschrijven artikel 174 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij artikel 5 der wet van 1 Mei 1849, en artikel 209 van hetzelfde wetboek, dan hebben de procureur des Konings of de procureur generaal voor last den betichte te dagvaarden en een termijn van drie dagen moet worden in acht genomen tusschen de dagvaarding en het vonnis (art. 184, Wetboek Strafvordering).

In geval van voorziening in verbreking, wordt geen enkele dagvaarding

voorzien, geen kennisgeving wordt voorgeschreven om de belanghebbenden op de hoogte te brengen van dag en uur waarop zij voor het Opperste gerechtshof moeten verschijnen.

In burgerlijke zaken, kunnen de pleitbezorgers van partijen, die verplicht zijn hun woonplaats te Brussel te hebben, zich gemakkelijk vergewissen over de vaststelling der zaken.

Doch in strafzaken, hebben partijen geen verplichten vertegenwoordiger in de zetelplaats van het Opperste Gerechtshof, en men kan dus niet redelijkerwijze van haar vergen dat zij te Brussel zouden gaan vernemen op welken dag de haar betreffende voorziening op de rol der terechtzitting zal worden ingeschreven. Zonder aan het parket van het Hof de verplichting eener dagvaarding te willen opleggen, is uwe Commissie toch van meening dat het de griffie licht zou vallen de belanghebbenden bij ter post aangeteekend bericht kennis te geven, veertien dagen vooraf, van de terechtzitting waarop hunne zaak zal worden opgeroepen.

De Commissie stelt dit den Senaat voor.

De teksten waarover de Commissie het eens is geworden zijn de volgende :

ART. 73bis.

De artikelen 373 en 374 van het Wetboek van Strafvordering worden ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 373. — In lijfstraffelijke evenals in boetstraffelijke en in politiezaken, heeft de veroordeelde tien volle dagen, na den dag van de uitspraak, om ter griffie te verklaren dat hij zich in verbreking voorziet.

» Binnen denzelfden termijn kunnen de procureur-generaal of de procureur des Konings en de burgerlijke partij dezelfde verklaring afleggen, hetzij de beschuldigde of de betichte werden veroordeeld, hetzij zij werden vrijgesproken.

» De burgerlijke partij kan zich echter

slechts voorzien tegen de beschikkingen met betrekking tot hare burgerlijke belangen.

» *Art. 374.* — In geval van voorziening in verbreking, zoo de beschuldigde of de betichte werden veroordeeld, wordt de uitvoering van de beschikkingen, waartegen in verbreking werd voorzien, opgeschorst totdat het Hof van Verbreking over de voorziening hebbe uitspraak gedaan; doch de beschuldigde of de betichte, in hechtenis of aangehouden, blijven in hechtenis.

» *Art. 374bis.* — De griffier bij het Hof van Verbreking geeft kennis aan de betrokken partijen, bij ter post aangezekend bericht, van den dag en het uur waarop de hen betreffende zaak voor het Hof wordt opgeroepen. »

VII

Bepalingen betreffende de rechtspleging voor de Raadkamer in strafzaken en in de Kamer van inbeschuldigingstelling.

ARTT. 74 tot 76.

Deze bepalingen die de bestaande wetgeving merkelyk wijzigen werden gunstig onthaald door de Commissie die hare goedkeuring aan den Senaat voorstellen.

VIII

Bepalingen tot uitbreiding van de bevoegdheid der politierechtbanken.

ARTT. 77 en 78.

In het verslag worden, op bladzijde 30, de voorgestelde maatregelen gerechtvaardigd op grond van overwegingen waarbij uwe Commissie zich aansluit.

IX

Bepalingen waarbij een summiere rechtspleging voor de politierechtbanken wordt ingevoerd.

ART. 79.

Artikel 79 van het ontwerp wijzigt de artikelen 166 tot 171 van het Wetboek van Strafvordering met het oog op de invoering van een summiere rechtspleging voor de politierechtbanken.

Zoo men de gedachte moet goedkeuren die de voorgestelde nieuwigheden heeft ingegeven, toch zal de praktijk alleen leeren of de maatregelen doelmatig en praktisch waren.

Als proef stelt uwe Commissie den Senaat voor het artikel aan te nemen.

X

Overgangsbepalingen.

ARTT. 80 tot 83.

Het ontwerp dat dagteekent van 17 Juli 1926, voorzagt, voor het van kracht worden van sommige zijner bepalingen, den datum van 15 September 1926.

Uwe Commissie acht dat het niet ongepast zou zijn dezen datum door dien van 15 September 1928 te vervangen.

Zij heeft de eer dit den Senaat voor te stellen.

XI

Bijkomend voorstel.

De Commissie, die talrijke vergaderingen heeft besteed aan het onderzoek van het ontwerp, heeft het bij eenparigheid der aanwezige leden aangenomen, mits evenwel elk lid vrij te laten bij de stemming over een of andere bepaling die tot bespreking aanleiding mocht geven.

Zij zou wenschen dat de Senaat onverwijld de zaak aanvatte.

Dit is ook de wensch van de Regeering. Doch het lijkt wel dat de stemming niet voor het sluiten der zitting zou kunnen plaats hebben.

In elk geval mag men er niet aan denken dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zelfs zoo het ontwerp haar werd overgemaakt, het onderzoek daarvan vlug zou kunnen aanvatten.

De Regeering heeft onlangs bij den Senaat een wetsontwerp ter tafel gelegd waarbij tot 15 September 1928 de tijdelijke wet wordt verlengd van 25 October 1919 op de rechterlijke inrichting alsook de wet van 20 Juli 1926 tot schorsing van sommige benoemingen tot rechter, wetten die onderscheidenlijk vervallen op 15 September en 1 Augustus.

Vermits dit ontwerp blijkbaar dringend is, zou men, opdat de proefneming van de inkrimping, gepaard met de vereenvoudiging, afdoende zou zijn, onverwijd eenige der hervormingen moeten verwezenlijken die, zoowel op het stuk van bevoegdheid en rechtspleging als op het stuk der eigenlijke rechterlijke inrichting, worden voorzien in het ontwerp waarover dit verslag handelt.

Deze hervormingen, waarbij uwe Commissie zich eenparig heeft aangesloten, zullen geen verzet uitlokken noch in den Senaat, noch in de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Zij betreffen, eenerzijds, de dienstregeling in de rechtbanken, hoven en griffies (artt. 24, 25, 26, 27, 34, 40 en 41 van het ontwerp); anderzijds de bevoegdheid en den aanleg in burgerlijke en handelszaken (artt. 43, 53, 54, 55, 56, 57 en 82 van het ontwerp). Het onmiddellijk goedkeuren van deze artikelen is geboden, zoo men vlug wil te werk gaan en de overlasting beletten van de rollen van sommige rechtscolleges, vooral van het Hof van Beroep te Brussel, alwaar, in burgerlijke zaken, op 1 Augustus 1924, 3,145 zaken nog moesten worden berecht; op 1 Augustus 1925, nog 3,304 zaken; op 1 Augustus 1926, nog 3,224 zaken.

De Regeering heeft den wensch uitgedrukt dat deze bepalingen uit het ont-

werp zouden worden gelicht en onverwijd goedgekeurd.

Uwe Commissie is van meening dat de voorgestelde maatregel practisch zou zijn.

Bij gevolg heeft zij de eer den Senaat voor te stellen, onder vorm van bijkomend amendement op het ontwerp van 17 Juli 1926, het bijzonder wetsontwerp goed te keuren dat voor titel dragen zou: « Wet tot wijziging der wetten op de rechterlijke inrichting en de bevoegdheid » en de artikelen zou behelzen die uit het wetsontwerp werden gelicht en hooger aangehaald.

Zoo werd nog gehandeld bij de stemming over de wet van 31 Mei 1919 tot aanvulling der wet van 20 Juni 1873 op de checks.

De Regeering had een wetsontwerp ter tafel gelegd tot volledige regeling van het juridisch stelsel van de check.

Willende, binnen de mate van het mogelijke, het gebruik der checks bevorderen mits hun een veilig verkeer te verzekeren, lichtte de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers sommige bepalingen uit het ontwerp van de Regeering, onder vorm van amendement op dit ontwerp, en stelde een enig artikel op luidende: « De wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt aangevuld door de volgende bepalingen: ... ». Het aldus voorgestelde enig artikel werd eenparig door de Kamer aangenomen. (*Handelingen der Kamer*, vergadering van 7 Mei 1919, blz. 865.)

Zoo de Senaat, ingaande op het advies der Commissie voor de Justitie, besloot naar een volgende zitting het onderzoek van het algemeen ontwerp te verwijzen, dan zal hij wel geneigd zijn dadelijk de behandeling aan te vatten van het bijkomend amendement, dat de Commissie de eer heeft voor te stellen, en dit amendement goed te keuren.

De Verslaggever,
A. LIGY.

De Voorzitter,
A. BRAUN.

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1926-1927

Projet de Loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER (*bis*).

1. Ajouter à l'article 1^{er} de la loi du 18 juin 1869 le texte suivant :

« § 3. — Le Roi peut, aussi, lorsque l'agglomération du chef-lieu d'arrondissement judiciaire comprend plusieurs justices de paix et de l'avis des autorités judiciaires et administratives intéressées, transférer au palais de justice du chef-lieu une ou plusieurs des juridictions cantonales de l'agglomération. »

ART. 12.

A supprimer.

ART. 32.

A supprimer.

ART. 44.

a) Rédiger comme suit les alinéas 1 et 2 :

« Les articles 2*bis* et 3 de la loi du 25 mars 1876, modifiés par les lois du 12 août 1911 et du 11 février 1925, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

» Art. 2*bis*. — Quels que soient la

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1926-1927

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, de bevoegdheid en de rechtspleging.

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL (*bis*).

1. Aan artikel 1 der wet van 18 Juni 1869 den volgende tekst toe te voegen :

« § 3. — De Koning kan, wanneer de agglomeratie van de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement meerdere vredegerichten omvat, en op advies der betrokken rechterlijke en administratieve overheid, naar het justitiepaleis der hoofdplaats één of meer der kantonale rechtscolleges van de agglomeratie doen overgaan. »

ART. 12.

Te doen wegvallen.

ART. 32.

Te doen wegvallen.

ART. 44.

a) Lid 1 en lid 2 te doen luiden :

« De artikelen 2*bis* en 3 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wetten van 12 Augustus 1911 en 11 Februari 1925, vervallen en worden door de volgende bepalingen vervangen :

» Art. 2*bis*. — Welk ook de aard en

» nature et le montant de la demande,
» les juges de paix connaissent : »

b) Supprimer l'alinéa 10, conçu comme suit :

« Art. 3. — Quels que soient la nature et le montant de la demande, les juges de paix connaissent : »

c) Remplacer, à l'alinéa 11, le n^o 1^o par le n^o 8^o, et, à l'alinéa 12, le n^o 2^o par le n^o 9^o.

ART. 47bis (nouveau).

L'article 15 du Code de procédure civile est abrogé.

ART. 47ter (nouveau).

a) Ajouter à l'article 178 de la loi du 18 juin 1869 l'alinéa suivant :

« Toutefois et sauf autorisation, toujours révocable, à accorder par le Roi, les juges suppléants des juges de paix, docteurs en droit, ne peuvent être fondés de pouvoir des parties ni plaider pour elles devant le tribunal de justice de paix auprès duquel ils exercent leurs fonctions. »

b) Ajouter à l'article 9 du Code de procédure civile, tel qu'il a été complété par l'article 3 de la loi du 11 février 1925, l'alinéa suivant :

« L'avocat qui affirme être fondé de pouvoir est cru sur son affirmation. »

ART. 47quater (nouveau).

Ajouter à l'article 61 du Code de procédure civile, la disposition suivante :

« En cas d'appel des jugements des tribunaux de justice de paix, le ministère des avoués est facultatif; leurs émoluments n'entrent pas en taxe.

» L'assignation devant le tribunal d'appel doit être faite à date fixe, sous

» het bedrag van den eisch wezen nemen
» de vrederechters kennis : »

b) Lid 10 te doen wegvallen luidende :

« Art. 3. — Welk ook de aard en het bedrag van den eisch wezen, nemen de vrederechters kennis : »

c) In lid 11 nummer 1^o te vervangen door 8^o, en in lid 12 nummer 2^o door 9^o.

ART. 47bis (nieuw).

Artikel 15 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging wordt ingetrokken.

ART. 47ter (nieuw).

a) Aan artikel 178 der wet van 18 Juni 1869 het volgende lid toe te voegen :

« Evenwel, en behoudens steeds herroepbare machtiging door den Koning te verleen, mogen de plaatsvervangende vrederechters, doctoren in de rechten, geen gemachtigden van partijen zijn, noch voor haar pleiten vóór het vrederecht waarbij zij hun ambt vervullen. »

b) Aan artikel 9 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, zooals het werd aangevuld bij artikel 3 der wet van 11 Februari 1925, het volgende lid toe te voegen :

« D advocaat, die bevestigt gemachtigd te zijn, wordt op zijn bewering geloofd. »

ART. 47quater (nieuw).

Aan artikel 61 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging de volgende bepalingen toe te voegen :

« In geval van beroep van de vonnissen door de vrederechten gewezen, is het optreden van pleitbezorgers niet verplichtend gesteld; hun eerloon komt niet in aanmerking voor de taxe.

» De dagvaarding vóór de rechtbank in beroep moet op vasten datum geschie-

respect des délais indiqués aux articles 72 et suivants du présent code. »

ART. 57bis (nouveau).

Les dispositions *sub numeris* 2° et 3° de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence civile sont remplacés par le texte ci-après :

« 2° Des contestations entre associés pour raison d'une société de commerce, ou contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs de sociétés commerciales, en raison de leurs fonctions;

» 3° Des contestations relatives au transport des marchandises par les services exploités par l'Etat, ainsi que de celles relatives aux services confiés à la poste. »

ART. 60.

Remplacer à l'alinéa 2 les mots : « de la même cause que l'action originaire » par les mots : « du contrat ou du fait qui servent de fondement à l'action originaire » .

ART. 68bis (nouveau).

La disposition suivante remplacera l'article 566 du Code de procédure civile :

« Le président du tribunal peut, en tout état de cause, soit sur requête aux fins de saisie conservatoire, soit sur demande de la partie saisie, autoriser cette partie à consigner à la Caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un séquestre, qu'il commet, une somme arbitrée suffisante, qui sera affectée par privilège au paiement des causes de la saisie.

» A partir de l'exécution de l'ordonnance autorisant la consignation, les effets de la saisie sont transportés des choses auxquelles la saisie s'appliquait

den, mits inachtneming van de termijnen voorzien bij de artikelen 72 en volgende van dit Wetboek. »

ART. 57bis (nieuw).

De bepalingen *sub numeris* 2° en 3° van artikel 12 der wet van 25 Maart 1876 op de burgerlijke bevoegdheid, worden door den volgende tekst vervangen :

« 2° Van de geschillen tusschen vennooten ter zake van eene handelsvennootschap, of tusschen beheerders, commissarissen of vereffenaars van handelsvennootschappen, uit hoofde van hun ambt;

» 3° Van de geschillen rakende het vervoer van koopwaren door de diensten door den Staat in bedrijf genomen, alsook van die met betrekking tot de aan de post toevertrouwde diensten.

ART. 60.

In alinea 2 de woorden : « dezelfde zaak als de oorspronkelijke vordering » te vervangen door de woorden : « uit de overeenkomst of uit het feit op grond waarvan de oorspronkelijke vordering werd ingesteld ».

ART. 68bis (nieuw).

De volgende bepaling vervangt artikel 566 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging :

« In elken stand der zaak, kan de voorzitter van de rechtbank, hetzij op verzoekschrift *ter fine* van conservatoir beslag, hetzij op eisch van de beslagene partij, deze laatste machtigen, in de Deposito- en Consignatiekas of in handen van een sequester, door hem aangesteld, een voldoende begroote som in bewaring te stellen, welke bij voorrecht zal bestemd zijn tot betaling van de oorzaken van het beslag.

» Vanaf de uitvoering van het bevelschrift, waarbij de bewaarstelling wordt gemachtigd, worden de effecten van het beslag overgedragen van de zaken, waar-

sur la somme consignée du saisi ou du tiers saisi sur le détenteur de la somme. »

ART. 73bis (nouveau).

Les articles 373 et 374 du Code d'instruction criminelle sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 373. — En matière criminelle, comme en matière correctionnelle et de police, le condamné aura dix jours francs après le jour du prononcé pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

» Dans le même délai, le procureur général ou le procureur du Roi et la partie civile seront reçus à faire semblable déclaration, soit que l'accusé ou le prévenu aient été condamnés, soit qu'ils aient été acquittés.

» La partie civile ne pourra, toutefois, se pourvoir qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à ses intérêts civils.

» Art. 374. — En cas de recours en cassation, si l'inculpé ou le prévenu ont été condamnés, il sera sursis à l'exécution des décisions contre lesquelles un pourvoi aura été formé jusqu'à ce que la Cour de cassation ait statué sur le pourvoi; mais, l'inculpé ou le prévenu, détenus ou arrêtés, resteront en détention.

» Art. 374bis. — Le greffier à la Cour de cassation prévient, par avis recommandé à la poste, les parties intéressées du jour et de l'heure auxquels la cause les concernant sera appelée devant la Cour. »

ART. 81, 82, 83.

Remplacer dans ces articles l'indication d'année « 1926 » par « 1928 ».

op het beslag toepasselijk was; op de inbewaring gestelde geldsom, van den beslagene of den derde-beslagene op den houder der geldsom ».

ART. 73bis (nieuw).

De artikelen 373 en 374 van het Wetboek van Strafvordering worden ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 373. — In lijfstraffelijke evenals in boetstraffelijke en in politiezaken, heeft de veroordeelde tien volle dagen na den dag van de uitspraak om ter griffie te verklaren dat hij zich in verbreking voorziet.

» Binnen denzelfden termijn kunnen de procureur-generaal of de procureur des Konings en de burgerlijke partij dezelfde verklaring afleggen, hetzij de beschuldigde of de betichte werden veroordeeld, hetzij zij werden vrijgesproken.

» De burgerlijke partij kan zich echter slechts voorzien tegen de beschikkingen met betrekking tot hare burgerlijke belangen.

» Art. 374. — In geval van voorziening in verbreking, zoo de beschuldigde of de betichte werden veroordeeld, wordt de uitvoering van de beschikkingen waartegen in verbreking werd voorzien opgeschorst totdat het Hof van verbreking over de voorziening hebbe uitspraak gedaan; doch de beschuldigde of de betichte, in hechtenis of aangehouden, blijven in hechtenis.

» Art. 374bis. — De griffier bij het hof van verbreking geeft kennis aan de betrokken partijen, bij ter post aangeeteekend bericht, van den dag en het uur waarop de hen betreffende zaak vóór het Hof wordt opgeroepen. »

ARTT. 81, 82, 83.

In deze artikelen het jaartal « 1926 » te vervangen door « 1928 ».

Amendement subsidiaire.

Projet de Loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

Les dispositions ci-dessous, extraites du projet de loi du 17 juillet 1926, feront l'objet d'une loi spéciale portant le titre suivant : « Loi modifiant les lois d'organisation judiciaire et de compétence ».

ARTICLE PREMIER (art. 24 du projet).

Le nombre et la durée des audiences ordinaires des justices de paix sont déterminés par le Roi sur les avis du président du tribunal de première instance de l'arrondissement, qui entend le juge de paix, et du procureur du Roi.

ART. 2 (art. 25 du projet).

Le nombre des chambres des tribunaux de première instance, leurs attributions, le nombre et la durée de leurs audiences ordinaires, le nombre des juges attachés à chaque chambre sont déterminés par arrêté royal, sur les avis du premier président de la Cour d'appel, du procureur général près la même Cour et du président du tribunal.

ART. 3 (art. 26 du projet).

Le nombre des chambres des tribunaux de commerce, leurs attributions, le nombre et la durée de leurs audiences, le nombre des juges attachés à chaque chambre sont déterminés par arrêté royal sur les avis du premier président de la Cour d'appel, du procureur général près la même Cour et du président du tribunal.

ART. 4 (art. 27 du projet).

Le nombre des chambres des Cours d'appel, leurs attributions, le nombre et

Bijkomend amendement.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, de bevoegdheid en de rechtsvordering.

Onderstaande bepalingen, gelicht uit het ontwerp van 17 Juli 1926, zullen het voorwerp uitmaken van een bijzondere wet met de hoofding : « Wet tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting en de bevoegdheid ».

EERSTE ARTIKEL (art. 24 van het ontwerp).

Het aantal en de duur van de gewone terechtzittingen van de vredegerichten worden door den Koning bepaald, op advies van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement, die den vrederechter hoort, en op advies van den procureur des Konings.

ART. 2 (art. 25 van het ontwerp).

Het aantal kamers der rechtbanken van eersten aanleg, haar bevoegdheden, het aantal en de duur van haar gewone terechtzittingen, het aantal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, worden bepaald bij Koninklijk besluit, op advies van den eerste-voorzitter van het Hof van beroep, van den procureur generaal bij hetzelfde Hof en van den voorzitter der rechtbank.

ART. 3 (art. 26 van het ontwerp).

Het aantal kamers der rechtbanken van koophandel, haar bevoegdheden, het aantal en de duur van haar terechtzittingen, het aantal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, worden bepaald bij Koninklijk besluit, op advies van den eerste-voorzitter van het Hof van beroep, van den procureur generaal en van den voorzitter der rechtbank.

ART. 4 (art. 27 van het ontwerp).

Het aantal kamers der Hoven van beroep, haar bevoegdheden, het aantal

la durée de leurs audiences, le nombre des conseillers attachés à chaque chambre sont déterminés par arrêté royal sur les avis du premier président de la Cour d'appel et du procureur général.

ART. 5 (art. 34 du projet).

L'ordre de service dans chaque Cour est établi par le Roi, sur les avis du premier président de la Cour d'appel et du procureur général.

L'ordre de service dans chaque tribunal est établi par le Roi, sur les avis du président du tribunal, du premier président de la Cour d'appel et du procureur général.

Ces règlements, affichés au greffe, contiennent les dispositions concernant la tenue des audiences, l'inscription au rôle ainsi que la distribution et la fixation des causes pour les plaidoiries, la communication au ministère public et la prononciation des jugements et arrêts.

ART. 6 (art. 40 du projet).

Les greffes sont ouverts aux jours et heures déterminés par arrêté royal.

ART. 7 (art. 41 du projet).

La disposition suivante est ajoutée à la fin du livre II, titre VII, du Code d'instruction criminelle :

« CHAPITRE VI.

» Disposition particulière.

» Lorsque le délai légal pour faire à un greffe un acte en matière répressive expire un jour où ce greffe est fermé, l'acte y est valablement reçu le plus prochain jour d'ouverture de ce greffe. »

en de duur van haar terechtzittingen, het aantal raadsheeren die aan elke kamer zijn verbonden, worden bepaald bij Koninklijk besluit op advies van den eerste-voorzitter van het Hof van beroep en van den procureur generaal.

ART. 5 (art. 34 van het ontwerp).

De dienstregeling in elk Hof wordt door den Koning vastgesteld, op advies van den eerste-voorzitter van het Hof van beroep en van den procureur generaal.

De dienstregeling in elke rechtbank wordt door den Koning vastgesteld op advies van den voorzitter van de rechtbank, van den eerste-voorzitter van het Hof van beroep en van den procureur generaal.

Die reglementen, ter griffie aangeplakt, bevatten de bepalingen betreffende het houden der terechtzittingen, de inschrijving op de rol, alsmede de uitdeeling en de bepaling der zaken voor de pleidooien, de mededeeling aan het openbaar ministerie en het uitspreken van de vonnissen en arresten.

ART. 6 (art. 40 van het ontwerp).

De griffies zijn open op de bij Koninklijk besluit bepaalde dagen en uren.

ART. 7 (art. 41 van het ontwerp).

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan het einde van boek II, titel VII van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering :

« HOOFDSTUK VI.

» Bijzondere bepaling.

» Wanneer de wettelijke termijn om in een griffie een handeling in strafzaken te verrichten, eindigt op een dag waarop die griffie gesloten is, wordt de handeling er op geldige wijze ontvangen den eerstvolgenden dag waarop zij open is. »

ART. 8 (art. 43 du projet).

L'article 2 de la loi du 25 mars 1876, modifié par celle du 11 février 1925, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes, qui sont insérées dans la dite loi du 25 mars 1876, à leurs places respectives :

« Art. 2. — Les juges de paix connaissent de toutes les affaires civiles dont la valeur n'excède pas 2,500 francs.

» Art. 3ter. — Jusqu'à la valeur de 400 francs, les jugements des juges de paix sont en dernier ressort, nonobstant les lois spéciales fixant une somme moindre. »

ART. 9 (art. 53 du projet).

L'article 16 de la loi du 25 mars 1876 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. — Le taux du dernier ressort est fixé à 10,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé. »

ART. 10 (art. 54 du projet).

Au quatrième alinéa de l'article 404 du Code de procédure civile, les mots « mille francs » sont remplacés par « dix mille francs ».

ART. 11 (art. 55 du projet).

Le second alinéa de l'article 819 du Code de procédure civile est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Ils peuvent même faire saisir à l'instant, en vertu de la permission qu'ils auront obtenue, soit du président du tribunal, si la somme pour laquelle la

ART. 8 (art. 43 van het ontwerp).

Artikel 2 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 11 Februari 1925, vervalt en wordt vervangen door de volgende bepalingen die in voormelde wet van 25 Maart 1876 op haar onderscheidenlijke plaatsen worden ingevoegd :

« Art. 2. — De vrederechters nemen kennis van alle burgerlijke zaken waarvan de waarde niet meer dan 2,500 frank bedraagt.

» Art. 3ter. — Tot de waarde van 400 frank worden de vonnissen van de vrederechters gewezen in laatste aanleg, niettegenstaande de bijzondere wetten waarbij een kleiner bedrag wordt bepaald. »

ART. 9 (art. 53 van het ontwerp).

Artikel 16 van de wet van 25 Maart 1876 vervalt en wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 16. — Het beloop van den laatste aanleg is bepaald op 10,000 frank voor de vonnissen van de rechtbanken van eersten aanleg en van de rechtbanken van koophandel, alsmede voor de uitspraken op kortgeding. »

ART. 10 (art. 54 van het ontwerp).

In het vierde lid van artikel 404 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering worden de woorden « duizend frank » vervangen door « tien duizend frank ».

ART. 11 (art. 55 van het ontwerp).

Het tweede lid van artikel 819 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering vervalt en wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Zij kunnen zelfs terstond beslag doen leggen krachtens de toelating die zij gekregen hebben hetzij van den voorzitter der rechtbank, indien de som

saisie est projetée dépasse dix mille francs, soit du juge de paix dans le cas contraire . »

ART. 12 (art. 56 du projet).

Le nombre « dix mille » est substitué au nombre « deux mille cinq cents » dans l'article 2 de la loi du 20 avril 1909 approuvant la Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905.

ART. 13 (art. 57 du projet).

Le nombre « deux mille cinq cents » est remplacé par le nombre « dix mille » dans l'article 59 des lois sur les mines, coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919.

Le nombre « mille » est remplacé par le nombre « quatre mille » dans l'article 59 des dites lois.

Disposition transitoire.

ART. 14 (art. 82 du projet).

Le régime nouveau de la compétence et du ressort n'est pas applicable aux actions régulièrement portées devant les juridictions de jugement avant le 15 septembre 1927.

waarop beslag is voorgenomen meer dan tien duizend frank bedraagt, hetzij van den vrederechter in het tegenovergesteld geval. »

ART. 12 (art. 56 van het ontwerp).

Het getal « tien duizend » komt in de plaats van het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 2 van de wet van 20 April 1909 tot goedkeuring van de op 17 Juli 1905 te 's Gravenhage gesloten Internationale Conventie betreffende de burgerlijke rechtsvordering.

ART. 13 (art. 57 van het ontwerp).

Het getal « twee duizend vijf honderd » wordt vervangen door het getal « tien duizend » in artikel 59 van de wetten op de mijnen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 15 September 1919.

Het getal « duizend » wordt vervangen door het getal « vier duizend » in artikel 59 van voormelde wetten.

Overgangsbepaling.

ART. 14 (art. 82 van het ontwerp).

De nieuwe regeling in zake bevoegdheid en aanleg is niet van toepassing op de gedingen welke vóór 15 September 1927 op regelmatige wijze werden aangebracht bij de rechtbanken ter terechtzitting.